



Réforme institutionnelle de l'Union africaine

Tebboune parle d'un exercice complexe

La réforme institutionnelle de l'Union africaine (UA) lancée il y a tout juste une année, semble «piétiner». Le constat est fait hier par le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, qui a indiqué, à Addis Abeba, que la mise en œuvre de cette réforme «s'est avérée être un exercice complexe».

Page 2

Front social

Le Snateg reprend la protestation

Page 4

63 éléments abattus en six mois

L'Armée traque le terrorisme dans ses derniers retranchements

L'Armée nationale populaire poursuit ses efforts inlassables dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en remportant chaque jour une nouvelle bataille contre ce fléau.

Page 3



29^{ème} sommet de l'UA

Privilégier la prévention et l'anticipation pour faire face aux crises et conflits

Page 2



Non-conformité des appareils à gaz à usage domestique

Le gouvernement prend des mesures

Les dégâts causés par des appareils à gaz à usage domestique non-conformes demeurent considérables et le nombre des victimes va en augmentant. Afin de lutter contre ce phénomène récurrent, plusieurs mesures ont été prises par le ministère du Commerce.

Page 4



Par Saâd Taferka

Dans le contexte de la recherche d'une meilleure voie vers une transition économique bien négociée, c'est-à-dire qui puisse se réaliser dans une certaine cohésion sociale telle qu'elle est souhaitée par le gouvernement, les syndicats et les opérateurs économiques, la nécessité de réformes radicales dans le secteur des banques revient encore sur le devant de la

Développement du secteur bancaire

Dans l'attente de réformes salutaires

scène. Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, l'a clairement affirmé la semaine dernière, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant les deux chambres du Parlement : «Le système financier, notamment les banques et les sociétés financières publiques, ont besoin, de façon indispensable et urgente, d'une réforme de leurs modes de gestion, afin qu'elles deviennent des instruments efficaces au service de l'économie nationale».

Le Premier ministre reprendra même à son compte des critiques que l'on n'avait l'habitude d'entendre que chez des opposants politiques ou des experts en la matière. À ce propos, il dira que «les banques publiques, à l'état actuel, fonctionnent comme des guichets de gestion des comptes», en soulignant que l'action

du gouvernement vise à «les faire sortir de ce mode classique pour qu'elles deviennent une vraie locomotive pour la relance de la croissance et l'accompagnement du climat général des affaires et de l'investissement». À la même occasion, Tebboune a annoncé qu'une nouvelle banque, dénommée «Banque de l'Habitat», sera créée, dans une sorte de consortium, entre la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) et la Caisse nationale du logement (CNL). Cette banque est censée prendre en charge tous les dossiers en relation avec le financement de l'habitat et de l'immobilier.

C'est dans le même sillage que le Premier ministre abordera la complexe question de l'intégration de l'argent liquide informel dans le circuit régulier.

Page 5



Réforme institutionnelle de l'Union africaine

Tebboune parle d'un exercice complexe

La réforme institutionnelle de l'Union africaine (UA) lancée il y a tout juste une année, semble «piétiner». Le constat est fait hier par le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, qui a indiqué à Addis-Abeba, que la mise en œuvre de cette réforme «s'est avérée être un exercice complexe».



Par S. Aït Mohamed

«**T**outefois et au-delà de la bonne volonté de départ, la mise en œuvre de ce vaste chantier de réformes s'est avérée être un exercice complexe, jalonné d'obstacles objectifs qui requièrent une prise en charge progressive et consensuelle», a précisé M. Tebboune lors de la réunion de consultations des chefs d'Etat et de gouvernement consacrée à l'examen des questions stratégiques et prioritaires et tenue avant l'ouverture officielle du 29^e session du Sommet de l'UA. C'est pourquoi «il nous appar-

tient, à présent, de nous donner le temps nécessaire d'étudier tous les aspects liés à la mise en œuvre des mesures de réforme institutionnelle de l'UA, en apportant les ajustements et les correctifs nécessaires dans le cadre d'une démarche globale associant le plus grand nombre possible d'Etats membres», a ajouté M. Tebboune qui représente le président de la République, Abdelaziz Bouteflika aux travaux du 29^e Sommet de l'UA. Le Premier ministre a affirmé que le processus de réforme institutionnelle de l'UA, comme toute œuvre d'envergure, «doit évoluer dans des conditions appropriées de mobilisation et d'engagement

accru des Etats membres». Une telle entreprise «ne peut se faire qu'à travers une démarche réaliste conciliant les impératifs et les objectifs de réformes avec les capacités contributives réelles et les spécificités des Etats membres de l'Union africaine», a-t-il expliqué. Il a indiqué que l'Algérie, tout en réitérant son attachement au concept de réforme, suggère qu'«une attention particulière soit accordée à la nécessité de maintenir une approche solidaire et consensuelle tout au long de ce processus pour qu'en définitive l'Afrique toute entière sorte renforcée par ces réformes». Le Premier ministre a rappelé que depuis son lancement, en

juillet 2016 à Kigali, le processus de réforme institutionnelle de l'UA s'est fixé comme objectif «d'optimiser l'efficacité et l'efficience de notre organisation continentale, tout en sauvegardant les principes, les objectifs et les valeurs essentielles inscrites en lettres d'or dans les textes fondateurs de l'UA et de l'Organisation de l'Unité africaine». Cet objectif «noble consistant à conférer un rôle central à notre organisation et, dans le même temps, à demeurer fidèles aux principes fondateurs de notre union, doit être poursuivi de manière résolue et avec une conviction profonde dans la capacité de l'Afrique à faire face aux défis de l'heure», a-t-il dit. Il a, toutefois, indiqué que la réforme de l'UA «ne saurait signifier une transformation de nature à remettre en cause les principes phares de la construction panafricaine, ni les équilibres fondamentaux sur lesquels la construction africaine repose». «La décision que nous avons adoptée en janvier dernier, ici même à Addis-Abeba, a permis de définir le cadre stratégique de la réforme institutionnelle de l'Union africaine et d'aller de l'avant dans sa concrétisation», a-t-il souligné. M. Tebboune a, par ailleurs, affirmé que l'Algérie «soutient et fait sienne» l'appel lancé par le président rwandais, Paul Kagamé, qui a soumis un rapport sur la réforme institutionnelle à la conférence, aux Etats membres de l'UA «à honorer pleinement leurs engagements financiers statutaires». L'Algérie «voudrait également apporter son plein soutien aux propositions faites s'agissant du maintien du statut politique des chefs d'Etat et de gouvernement du Nepad, comme catalyseur et cadre de leadership dans l'orientation de nos activités et programmes de partenariats», a-t-il poursuivi.

S.A.M.

29^e sommet de l'UA

Privilégier la prévention et l'anticipation pour faire face aux crises et conflits

Les dirigeants africains réunis hier, à Addis-Abeba pour le premier jour du 29^e sommet de l'Union africaine (UA) ont prôné la prévention et l'anticipation pour faire face aux crises et conflits sur le continent.

Intervenant à l'ouverture des travaux du sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le président de la Commission de l'UA, a indiqué que «les questions de paix et de sécurité continuent de nous préoccuper au plus haut point», soutenant que la situation au Soudan du Sud, en Somalie, Libye et en République centrafricaine (RCA), ainsi que les difficultés de mise en œuvre de l'Accord de paix au Mali et les situations politiques dans certains pays africains tels que la RD Congo, le Burundi, la Guinée-Bissau et le Gabon, «traduisent, à suffisan-

ce, cette préoccupation».

«Pour faire face à tous ces conflits, nous avons décidé de donner la priorité à la prévention et l'anticipation qui invitent les groupements et mécanismes régionaux à une intensification de leurs actions en étroite coopération avec les organismes compétents de l'Union africaine», a-t-il expliqué, affirmant qu'«il était urgent d'informer, de préparer tous nos amis dans le monde des perspectives de réforme de notre Union et de plaider avec force et pédagogie pour mobiliser les soutiens en sa faveur».

Dans le même ordre d'idées, le président de l'UA, Alpha Condé qui a présidé la cérémonie d'ouverture du sommet, a indiqué que dans plusieurs endroits, «les crises et conflits fratricides perdurent et

continuent d'arracher des paisibles populations à leurs terres et de les pousser vers des chemins périlleux et incertains, alimentant ainsi le dramatique phénomène migratoire, aujourd'hui sources de xénophobie et d'amalgames».

Aussi, ajoute le président guinéen, «la dégradation de l'environnement génère de nouvelles crises qui hypothèquent l'avenir de nos populations, sans oublier les inégalités croissantes entre le Nord et le Sud qui fragilisent davantage notre continent».

«C'est pourquoi, l'Afrique dans sa quête d'émergence dans les dédales de la mondialisation, a mis en place divers mécanismes et politiques afin d'atteindre les objectifs contenus dans les Agendas 2063 et 2030», a-t-il expliqué, lançant un appel pres-

sant à tous les dirigeants africains, et à «toutes les bonnes volontés, pour que nous unissions nos efforts pour la réalisation effective de notre feuille de route sur le thème de l'année 2017».

«J'invite tous les pays africains à s'approprier davantage cette feuille de route, clé de voûte de notre action collective pour le renouveau de l'Afrique», a-t-il lancé, soulignant dans ce sens que «les mesures prises dans le cadre de l'autonomisation financière, de la réforme institutionnelle de l'Union africaine, couplées à notre détermination à faire taire les armes sur le continent à l'horizon 2020, sont de nature à renforcer la crédibilité de notre organisation».

Quant à la vice-secrétaire générale de l'ONU, elle a indiqué que l'engagement de l'Afrique en

faveur des jeunes doit être accompagné d'«un accès équitable pour cette catégorie aux offres dans les affaires politiques et publiques».

Elle s'est félicitée du partenariat entre l'UA et l'organisation des Nations unies (ONU) indiquant qu'il était en «consolidation permanente et qu'il permettra un développement durable, la sécurité et la paix sur le continent».

«L'ONU continuera de soutenir l'UA à faire taire les armes d'ici à 2020, et à soutenir le processus de l'intégration africaine», a-t-elle également affirmé.

Lors de cette première journée du Sommet, prévu sur deux jours, le président de la République du Zimbabwe, Robert Mugabé, a remis un chèque de un million de dollars comme don en faveur de la Fondation de l'UA.

R.N

LPP

Attribution en juillet de 1 500 logements à travers le pays

Mille cinq cents logements de type promotionnel public (LPP) seront attribués à leurs bénéficiaires au cours de ce mois de juillet marquant la célébration du 55^{ème} anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse, a annoncé dimanche à l'APS, le P-DG de l'entreprise nationale de promotion immobilière (Enpi), El Aoun Mohamed Chérif.

L'annonce a été faite à Bouira en marge de la cérémonie de remise des clés aux bénéficiaires des 228 logements LPP réalisés sur le site de Belmahdi, à la sortie nord de la ville de Bouira.

«Notre entreprise a remis les clés pour les 228 bénéficiaires du logement LPP dans une première à Bouira, dont tout le programme portant sur 1 500 unités sera attribué au cours de ce mois de juillet à l'occasion du 55^{ème} anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse», a assuré le premier responsable de l'ENPI.

Pour la wilaya de Bouira, le même responsable a expliqué que le reste du programme (596 unités LPP) allait être achevé et livré d'ici à la fin de l'année en cours (2017), qualifiant très bonne la qualité des logements attribués.

R.N

ÉVÈNEMENT

63 éléments abattus en six mois

L'Armée traque le terrorisme dans ses derniers retranchements

L'Armée nationale populaire poursuit ses efforts inlassables dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en remportant chaque jour une nouvelle bataille contre ce fléau.



Par M. Ait Chabane

Durant cette année 2017, il ne se passe pas un mois sans que les éléments de l'ANP ne neutralisent des groupes terroristes, avec, à la clé, des saisies de grandes quantités d'armes et de munitions, la destruction de case-mates et l'arrestation d'éléments de soutien dans plusieurs wilayas du pays. Concrètement, 63 terroristes ont été abattus et 22 autres arrêtés, alors que 10 terroristes se sont rendus durant le premier semestre de l'année 2017, selon un bilan des activités de l'Armée nationale populaire (ANP) en matière de lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières. Les opérations de l'ANP ont permis également la découverte de cinq cadavres de terroristes, l'arrestation de 100 éléments de soutien aux

groupes terroristes, quatre trafiquants d'armes ainsi que la découverte et la destruction de 241 abris pour terroristes et armes, durant le même période. Une importante quantité d'armes et de munitions a été aussi saisie, dont 167 Kalachnikov, deux canons type SPG9, trois lance-roquettes type RPG2, trois RPG7, quatre fusils lourds, 12 fusils mitrailleurs de type FMPK, 46 fusils de chasse et trois fusils de fabrication artisanale, 26 fusils Simonov, 15 fusils à pompes, 15 pistolets automatiques, 94 obus et 23 542 balles de différents calibres. Les opérations de l'ANP ont également permis la découverte et la destruction d'un atelier de fabrication d'explosifs et de bombes ainsi que de 11,4 quintaux de produits chimiques destinés à la fabrication d'explosifs, un quintal de poudre, la saisie de 2 kg d'explosifs et de 150 litres

d'acide nitrique. Les éléments de l'ANP ont, en outre, découvert et détruit durant la même période, 272 bombes, 121 mines et 12 canons de fabrication artisanale. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, les éléments de l'ANP ont arrêté 251 narcotrafiquants et ont abattu quatre autres. Ils ont saisi 28 tonnes de kif traité, 263 343 comprimés de psychotropes et plus de 3 kg de cocaïne. Les éléments de l'ANP ont également arrêté 908 contrebandiers et 5 449 immigrants clandestins et saisi 552 225 litres de carburant et plus de 1 000 tonnes de denrées alimentaires. Au cours de ces opérations, 408 générateurs électriques, 323 marteaux-piqueurs, 267 appareils de détections de métaux et 474 véhicules de différentes catégories ont été récupérés ainsi que 274 820 unités de feu

d'artifice et 37 jumelles. La même source précise que durant la même période, l'ANP a mené des opérations de sauvetage de 32 personnes au large de la mer ayant permis aussi le repêchage de deux cadavres. Ce bilan de la lutte antiterroriste rendu public par l'institution militaire renseigne sur la grande détermination de l'Armée à poursuivre ses efforts ininterrompus de lutte contre ce fléau du terrorisme jusqu'à son éradication complète. Des efforts certes récompensés par des résultats plus qu'encourageants, mais la mobilisation est toujours de rigueur en cette conjoncture sécuritaire dangereuse qui prévaut sur nos frontières. La situation en Libye, au Mali et même en Tunisie requiert en effet plus de détermination et de vigilance afin d'annihiler toute tentative d'incursion et d'atteinte à la stabilité de l'Algérie. **M.A.C.**

Coopération algéro-américaine

Bouhadja évoque les bonnes relations liant les deux pays

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja, a évoqué, hier à Alger, avec une délégation parlementaire américaine conduite par le président de la Commission du Budget de la Chambre des Représentants, Rodney Frelinghuysen, les «bonnes relations» liant les deux pays dans de différents domaines, a indiqué un communiqué de l'Assemblée.

Lors de cette rencontre où les deux parties «ont évoqué les bonnes relations qui lient les deux pays dans les domaines politiques, économiques et culturels», M. Bouhadja a mis en avant «la nécessité d'activer les mécanismes de la diplomatie parlementaire pour consolider la coopération entre les deux pays», précise la même source. Qualifiant, pour sa part, l'Algérie de «socle de stabilité et de paix», le président de la délégation américaine a salué «son rôle constructif dans l'instauration de la paix dans son voisinage et son aide aux pays affectés par l'instabilité en Afrique afin de trouver des solutions pacifiques à travers la réconciliation nationale». M. Frelinghuysen a loué galement «les contributions pionnières de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme au service de la sécurité et de la paix internationales».

R.N.

Médias

Réunion aujourd'hui à Agadir de la 26^{ème} AG de l'Aman

La 26^{ème} Assemblée générale de l'Alliance des agences de presse méditerranéennes (Aman) se tiendra aujourd'hui et demain à Agadir (Maroc), avec la participation de 16 agences du bassin méditerranéen, dont l'APS. Plusieurs questions sont à l'ordre du jour de cette réunion, notamment un atelier sur la question des mutations des agences de presse face aux défis des réseaux sociaux. Outre les questions organiques relatives à l'Alliance, les travaux seront marqués par la désignation de la date et du lieu de la 27^{ème} Assemblée générale et la remise des prix des meilleurs articles et photo de presse.

Outre l'APS, l'Aman regroupe les agences de presse de France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, Albanie, Serbie, Croatie, Turquie, Liban, Palestine, Libye, Tunisie, Mauritanie, Maroc, Egypte et Syrie. L'idée de créer un organisme regroupant des agences de presse méditerranéennes avait été lancée lors d'un colloque international sur «La Méditerranée et la communication de demain» organisé à Tunis en 1991. Parmi les objectifs de l'Alliance figurent l'échange d'informations et le renforcement du dialogue, du développement et de la coopération entre les agences de presse méditerranéennes.

R.N.

Enseignement et formation professionnels

Le secteur a enregistré plus de 300 000 diplômés pour cette année

Le ministre de la Formation et de l'Enseignements professionnels, Mohamed Mebarki, a fait savoir que son secteur a enregistré plus de 300 000 diplômés (élèves et stagiaires) pour l'année scolaire en cours. Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie de remises de diplômes aux lauréats du secteur, en présence de membres du gouvernement et des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie, Mebarki a fait savoir que sur les 300 000 diplômés, 216 000 ont suivi une formation sanctionnée par le diplôme de qualification professionnelle et 85 000 par le diplôme de qualification professionnelle. Ces diplômés ont suivi une formation parmi les 440 spécialités que compte la nomenclature et qui couvrent l'activité socio-économique à l'image de la

construction, la plomberie, l'électricité, ainsi que de nouvelles spécialités dans les technologies numériques et les énergies renouvelables, a ajouté le ministre.

Les spécialités qu'offre le secteur répondent aux exigences du marché du travail, a-t-il souligné, avant de relever que les statistiques fournies par l'Agence nationale de l'emploi (Ansem) font ressortir que plus de 80% des détenteurs de l'attestation de formation professionnelle, une fois diplômés, trouvent un emploi, et que plus de 60% des porteurs de projets au niveau de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) sont des diplômés du secteur de la formation professionnelle.

M. Mebarki a souligné que plus de 1 200 entreprises économiques ont été créées, dans le

cadre de l'Ansej par des jeunes diplômés du secteur de la formation professionnelle.

Dans le même contexte, le ministre a mis en relief la démarche du secteur visant à contribuer à la concrétisation du nouveau modèle économique, à travers notamment la diversification et l'amélioration des offres de formation, outre le développement de partenariats avec les entreprises économiques en vue de développer le mode de formation par apprentissage. Il a également abordé les principaux axes stratégiques visant à valoriser les ressources humaines et hisser le niveau de qualification, ce dernier figurant - selon M. Mebarki - parmi les priorités du plan d'action du secteur. Par ailleurs, le premier responsable du secteur de la formation professionnelle a mis en

avant l'importance d'adapter, les méthodes de formation et d'enseignement professionnels, aux nouveautés survenant à l'échelle internationale, relevant l'impératif de diversifier les types de formation. Après avoir mis en relief la nécessité d'améliorer et de renforcer la nomenclature des filières et spécialités de la formation et de l'enseignement professionnels et l'importance d'élargir le réseau de centre d'excellence, M. Mebarki a fait état d'une éventuelle ouverture, courant 2017, de deux nouveaux centres, avec l'ouverture, à Oran, d'un centre d'excellence pour la formation dans le domaine du tissu, de l'énergie solaire et de la maintenance de voitures.

Le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels accueille chaque année (entrée de septembre et de janvier) près

de 700 000 inscrits qui suivent une formation dans les 1 255 centres de formation que compte le pays. Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a indiqué, dimanche à Alger, que la session spéciale du baccalauréat 2017 «n'aura aucune incidence» sur les prochaines inscriptions universitaires. Hadjar a assuré que la session spéciale du baccalauréat au profit des exclus de la session initiale pour cause de retard «n'aura aucune incidence sur les prochaines inscriptions universitaires».

Les inscriptions universitaires pour les lauréats du baccalauréat 2017 «étaient initialement prévues du 2 au 11 septembre». Cette date est maintenue, a-t-il affirmé

R.N.

Non-conformité des appareils à gaz à usage domestique

Le gouvernement prend des mesures

Les dégâts causés par des appareils à gaz à usage domestique non-conformes demeurent considérables et le nombre des victimes va en augmentant. Afin de lutter contre ce phénomène récurrent, plusieurs mesures ont été prises par le ministère du Commerce.



Par Karima Nacer

La non-conformité des appareils à gaz à usage domestique aux normes de sécurité, causent des dizaines de morts annuellement en Algérie, notamment en période de grand froid qui voit un large usage des équipements de chauffage.

Pour tenter de lutter contre ce phénomène, les mesures annoncées par le département de commerce interviennent à l'issue d'une enquête nationale menée par les services du ministère afin de vérifier la conformité des appareils à gaz et ce, suite à l'accroissement du nombre d'accidents domestiques dus à l'inhalation du monoxyde de carbone (CO), qualifié de «tueur silencieux», et observés durant la saison hiver-

nale essentiellement. Les investigations ont ciblé particulièrement quatre types d'appareils à gaz les plus usités par les ménages, qui constituent un risque potentiel pour leur sécurité.

Il s'agit de chauffages à gaz, des réchauds de lessiveuse (tabounas), des détendeurs à gaz et des chauffe-bains.

Ces appareils ont fait l'objet d'un contrôle systématique, tant au niveau des frontières que sur le marché national, tout en les soumettant aux tests et essais au niveau du laboratoire de la répression des fraudes, précise la même source.

Il a ainsi été constaté que le taux de non-conformité le plus élevé, relevé lors de la réalisation de cette enquête, concerne les détendeurs à gaz (appareils servant à réduire la pression du

gaz sortant de la bonbonne de gaz).

En effet, 93% des échantillons de ces détendeurs testés ne répondent pas aux exigences normatives de sécurité et celles liées à l'information du consommateur, à l'exception des produits de la société nationale Naftal, relève le ministère du Commerce.

Pour remédier aux dysfonctionnements relevés, ce ministère a décidé de maintenir le dispositif de contrôle systématique des chauffages à gaz, des chauffe-bains et des tabounas, jusqu'à l'entrée en vigueur au 12 juillet en cours de l'arrêté interministériel du 31 janvier 2016, portant adoption du règlement technique fixant les exigences de sécurité des appareils à gaz combustible.

Pour rappel, ce règlement

technique a pour objectif d'assurer la santé et la sécurité des personnes et des biens, au regard des risques découlant de l'utilisation des appareils à gaz combustible.

Il exige, entre autres, l'accompagnement de l'appareil, lors de sa mise sur le marché, d'une notice technique conçue pour l'installateur, une notice d'utilisation et d'entretien conçue pour l'utilisateur, et de porter des avertissements et des précautions liés à la nature et à l'usage, dans une ou plusieurs langues accessibles au consommateur, de façon visible, lisible et indélébile.

L'autre mesure décidée par le même ministère est de soumettre tout conteneur, contenant des produits de la quincaillerie, à un «contrôle systématique», en collaboration avec les services des Douanes, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de détendeurs à gaz dissimulés dans ces cargaisons.

En outre, des opérations de contrôle seront engagées au niveau du marché, notamment auprès du commerce de gros et de détail de la droguerie et de la quincaillerie, pour procéder au retrait définitif des détendeurs à gaz ne comportant pas sur leur étiquetage l'identité de l'importateur.

L'élaboration d'un arrêté interministériel, qui fixera les spécifications techniques des détendeurs à gaz, figure aussi parmi les mesures prises par le ministère qui recommande aux consommateurs à «prêter une attention particulière» lors de l'achat du détendeur à gaz, en s'assurant de l'existence de l'étiquetage du produit, qui doit porter les mentions se rapportant à l'identification de l'importateur (le nom et l'adresse de l'importateur).

Le département du commerce réussira-t-il à éviter la survenue d'accidents liés à ce type de produits, dont le respect des normes des installations du gaz et l'utilisation de chauffages conformes, et la disponibilité d'une aération suffisante au sein des lieux d'usage des appareils à gaz.

K. N.

Front social

Le Snateg reprend la protestation

Par Rachid Chihab

Le Syndicat national autonome des travailleurs d'électricité et gaz (Snateg), dévoile son nouveau programme de protestation. S'estimant lésé par la direction générale du groupe Sonelgaz le syndicat décide de reprendre la protestation en appelant tous les travailleurs du secteur de l'électricité et du gaz à la mobilisation pour faire de la journée du 20 juillet prochain celle de la protestation et de la colère. En clair, le Snateg appelle à une grève générale suivie par une marche nationale dans les rues de la ville de Béjaïa, indique un communiqué du syndicat rendu public hier. Ce dernier appelle les travailleurs de Sonelgaz à la mobilisation pour réussir ces deux actions de protestation.

«Une réunion regroupant les leaders syndicaux décidés à lutter par tous les moyens légaux pour le recouvrement de la dignité des travailleurs, jusqu'à l'ouverture d'un dialogue sincère autour de notre plate-forme de revendications, sanctionnée par la décision de l'organisation d'une marche de la «honte» le 20 juillet prochain dans la wilaya de Béjaïa», peut-on lire dans le document. Ce dernier ajoute : «L'heure de vérité a sonné, le Bureau national appelle à une journée de grève nationale, le 20 juillet prochain, suivi d'une marche baptisée «Marche de la honte», à cet effet, nous vous appelons à répondre par une participation massive, pour faire parvenir notre voix aux hauts responsables et les sensibiliser autour de la gravité de la situation qui prévaut au sein des sociétés du Groupe Sonelgaz, prise en otage par une poignée de personnes ne souciant que de leurs intérêts au détriment de ceux des travailleurs et de notre entreprise».

Par la même occasion, le bureau national du Snateg réitère son appel au Premier ministre pour qu'il intervienne directement dans le conflit social qui oppose depuis des années, la direction générale de Sonelgaz au Snateg. «Nous réitérons notre appel lancé à Son Excellence M. le Premier ministre, M. Abdelmadjid Tebboune, afin d'intervenir en urgence en faveur de notre noble cause, en instruisant les responsables du groupe à œuvrer dans les meilleurs délais par l'établissement des conditions nécessaires permettant l'ouverture d'un dialogue sincère avec notre syndicat, autour des revendications socioprofessionnelles légitimes de travailleurs, et principalement le recouvrement de leur dignité», indique la même source. Le document note que des leaders syndicaux en nombre de sept sont privés de leurs salaires la veille de l'Aïd et dont les comptes ont été bloqués avec la complicité des services des chèques postaux, des menaces et intimidations lancées envers quelques 9 000 travailleurs, dans le but de les inciter à se retirer du Snateg.

Toutefois, le syndicat estime que malgré toutes les difficultés rencontrées et les conséquences dramatiques engendrées, «les hommes libres demeurent debout dans plusieurs wilayas, font face avec courage et abnégation contre la machine de répression policière, judiciaire lancée par les responsables du Groupe».

R. C.

Les dépôts de demande de visa jusqu'à la fin 2018

Le consulat de France affirme sa rupture avec TLS Contact

Après des mois de polémiques, le consulat de France à Alger confirme officiellement son divorce avec son prestataire de services d'attribution de visas TLS Contact. Le contrat qui la lie à TLS Contact va prendre fin en décembre prochain et ne sera pas renouvelé. Cependant, les demandeurs de visas peuvent continuer à déposer leurs demandes et ce, jusqu'au 31 janvier 2018 auprès des trois consulats généraux de France en Algérie : Alger, Oran et Annaba.

Ainsi, dans un communiqué de l'ambassade en France à Alger, la représentation diplomatique informe que «les autorités françaises ont décidé d'avancer la fin du contrat de pres-

tations de services qui lient les trois consulats généraux de France en Algérie avec le prestataire TLS Contact pour le recueil des dossiers de demandes de visas». «Les autorités françaises ont décidé d'avancer la fin du contrat de prestations de services qui lient les trois consulats généraux de France en Algérie avec le prestataire TLS contact pour le recueil des dossiers de demandes de visas. Une décision, expliquera la même source, prise le 28 juin dernier, qui précise toutefois que «le contrat prévoit des clauses quant à la résiliation, et cet opérateur demeure compétent jusqu'au 31 janvier 2018». Annonçant qu'un «nouvel appel d'offres sera lancé par les autorités compétentes», l'ambassade de France souligne que

«l'objectif est de mieux prendre en compte les nouveaux paramètres de la demande algérienne de visas et d'améliorer encore les conditions d'accueil des demandeurs de visas en Algérie, en assurant notamment un contrôle plus efficace des calendriers de rendez-vous et une maîtrise des délais d'attente».

Aussi, la même source rassure que «des mesures seront prises pour organiser la transition pour les demandes de rendez-vous au-delà du 31 janvier 2018 et garantir le service de qualité attendu des demandeurs algériens de visas pour la France», relevant que «des informations complémentaires sur les modalités envisagées seront communiquées dans les meilleurs délais».

Développement du secteur bancaire

Dans l'attente de réformes salutaires

Dans le contexte de la recherche d'une meilleure voie vers une transition économique bien négociée, c'est-à-dire qui puisse se réaliser dans une certaine cohésion sociale telle qu'elle est souhaitée par le gouvernement, les syndicats et les opérateurs économiques, la nécessité de réformes radicales dans le secteur des banques revient encore sur le devant de la scène.



Par Saâd Taferka

Le Premier ministre, Abdelmajid Tebboune, l'a clairement affirmé la semaine dernière, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant les deux chambres du Parlement : «Le système financier, notamment les banques et les sociétés financières publiques, ont besoin, de façon indispensable et urgente, d'une réforme de leurs modes de gestion, afin qu'elles deviennent des instruments efficaces au service de l'économie nationale». Le Premier ministre reprendra même à son compte des critiques que l'on n'avait l'habitude d'entendre que chez des opposants politiques ou des experts en la matière. À ce propos, il dira que «les banques publiques, à l'état actuel, fonctionnent comme des guichets de gestion des comptes», en soulignant que l'action du gouvernement vise à «les faire sortir de ce mode classique pour qu'elles deviennent une vraie locomotive pour la relance de la croissance et l'accompagnement du climat général des affaires et de l'investissement». A la même occasion, Tebboune a annoncé qu'une nouvelle banque, dénommée «Banque de l'Habitat», sera créée, dans une sorte de consortium, entre la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) et la Caisse nationale du logement (CNL). Cette banque est censée prendre en charge tous les dossiers en relation avec le financement de l'habitat et

de l'immobilier.

C'est dans le même sillage que le Premier ministre abordera la complexe question de l'intégration de l'argent liquide informel dans le circuit régulier. Il s'agit, dira-t-il, d'«attirer la masse monétaire colossale circulant dans le marché parallèle vers le circuit formel», en révélant que le gouvernement s'apprête à étudier toutes les possibilités en la matière, en comptant impliquer des experts et des spécialistes en finances afin d'en arrêter les modalités pratiques. Tebboune dit souhaiter, à travers cette opération, «consolider les ressources de l'Etat à travers une masse monétaire permettant de soutenir les équilibres budgétaires du pays pour une période de plus de trois années».

Indubitablement, l'un des points d'achoppement sérieux des efforts vers une économie moderne, bâtie sur la production et la diversification des activités, demeure le segment financier, à commencer par les banques. Leur apport au développement des investissements productifs - en dehors des chiffres régulièrement annoncés relatifs aux montants alloués aux crédits d'investissements - demeure visiblement faible. Le fonctionnement des banques publiques algériennes continue à répondre à une logique bureaucratique, qui a peu de prolongement sur le terrain technique par lequel la banque est censée prendre des risques mesurés avec les investisseurs. La composante de la ressource humaine des établissements, majoritaire-

ment issue des sciences financières, renseigne sur le peu de capacité technique dont disposent ces intervenants pour juger de la faisabilité et de la rentabilité des projets à financer. Les spécialistes en travaux publics, en génie civil, en agroalimentaire, en tourisme, sont les grands absents dans le staff technique des banques. Le renvoi des dossiers d'investissement vers des bureaux d'études, généralement pour s'«acquitter» de la formalité du cachet, ne garantit pratiquement aucune réussite des projets, donc des capacités de remboursement des investisseurs.

Une entrave au développement de l'investissement

Ce sont là des problématiques qui reviennent régulièrement dans les débats entre spécialistes, dans la presse et même dans des réunions officielles, mais qui ont tardé à avoir des prolongements sur le terrain pratique. L'on se souvient de l'intervention du Président de la République au cours du conseil des ministres du 26 août 2014, c'est-à-dire tout à fait au début du mouvement de repli des prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Il avait, dans le sillage de la préparation de la loi de finances complémentaire pour l'année suivante, instruit le gouvernement Sellal afin de «prendre en considération la question d'accès au financement bancaire souvent soulevé par le monde économique comme entrave au développement

de l'investissement en Algérie».

Le sujet reviendra avec plus de pertinence et d'aplomb au cours du dernier conseil des ministres tenu le 14 juin 2017 avec le nouveau gouvernement de Abdelmadjid Tebboune. La réunion a eu à aborder en priorité les dossiers de la modernisation des finances publiques et du système bancaire, l'assainissement de la sphère économique et la promotion de l'investissement, ainsi que la valorisation de toutes les richesses du pays. Le Président de la République a, à cette occasion, invité le gouvernement à «promouvoir des financements internes non conventionnels qui pourraient être mobilisés pendant quelques années de transition financière», tout en évitant le recours à l'endettement extérieur. Le président a également demandé au gouvernement Tebboune de «poursuivre la mise en place du nouveau modèle de croissance adopté l'année dernière, y compris son volet de réformes pour l'amélioration de l'environnement de l'investissement, et la modernisation du système fiscal, des banques publiques et du marché financier».

En effet, le marché financier algérien demeure encore au stade rudimentaire. Outre les banques publiques, constituant le paysage dominant du financement bancaire, l'Algérie dispose de trois caisses d'assurance-crédit, d'une société de refinancement hypothécaires (SRH) et de quelques représentations de banques étrangères. La Bourse d'Alger tarde encore à s'imposer comme instrument optimal

de financement des entreprises.

Depuis la mauvaise expérience de Khalifa Bank, la tentative avortée de privatiser le Crédit populaire algérien (CPA) et les quelques autres établissements privés qui ont, depuis le milieu des années 2000, mis la clef sous le paillason, une forme de stand-by a caractérisé le paysage bancaire algérien. Cela, hormis quelques améliorations internes liées au niveau des prestations et à l'introduction de certaines nouvelles technologies.

La reconversion attendue vers le secteur productif

La reconversion des banques, pour sortir exclusivement du financement des opérations commerciales et rejoindre le grand mouvement des investissements productifs attendu de la nouvelle économie algérienne, peine visiblement à s'opérer. Il y a une dizaine d'années, le Président Bouteflika avait demandé à ce que les banques soient «obligés de réserver une partie de leur portefeuille au financement réel de l'investissement et non pas à se limiter à l'accompagnement du commerce extérieur ou à la promotion de crédits à la consommation. Nous sommes pour l'ouverture des banques étrangères et aux banques privées, mais dans le respect des normes universelle».

La situation du secteur bancaire algérien ne reflète nullement, d'après les experts nationaux, le poids et les potentialités de l'Algérie et de son économie. Un marché de 41 millions d'habitants, en 2017, des plans de développement qui se sont étalés sur une quinzaine d'années (pour un montant qui dépasse 600 milliards de dollars), des flux commerciaux de plus en plus volumineux et géographiquement fort diversifiés, et d'autres atouts encore qui avaient prévalu jusqu'en 2014, n'avaient malheureusement pas pu insuffler dynamisme et modernité dans le secteur des banques. Ce déficit s'observe, aussi bien dans la mise à niveau technologique, dans l'innovation en matière de diversification des instruments financiers, dans l'accompagnement de l'économie productive, que dans le maillage du territoire national par les agences censées se rapprocher des acteurs économiques locaux. Le taux de bancarisation demeure toujours faible, à savoir un point pour 25 000 habitants. Ailleurs dans le monde, ce taux est de un point pour 8 000 habitants. À cela s'ajoute l'incapacité de drainer l'argent liquide de l'informel dans les circuits bancaires. Cet argent représente une masse monétaire qui avoisinerait les 40 milliards de dollars. Outre une fructification de ces capitaux via les réseaux bancaires, la régularisation de l'argent du marché parallèle sera à même de générer des ressources fiscales capables, selon le Premier ministre, de soutenir le budget de l'Etat au moins pendant trois ans en cette période de contraction des recettes extérieures. **S. T.**

Pour lutter contre la surfacturation

Des négociations algériennes avec l'UE et la Chine

L'Algérie a engagé des négociations avec l'Union européenne (UE) et la Chine dans le cadre de la lutte contre la surfacturation pratiquée par certains importateurs algériens, a indiqué à la presse, le directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar.



« Il y a un grand projet en cours d'élaboration à travers lequel nous avons demandé à l'UE de mettre à la disposition des Douanes algériennes les données relatives aux valeurs des produits qui sont importés auprès de l'Europe, afin de permettre de régler le problème de surfacturation », a indiqué M. Bentahar en marge d'un atelier sur le développement des ressources humaines des Douanes organisée conjointement avec le Centre de recherche économie appliquée et de développement (Cread). Ce comité de négociations avec l'UE est piloté par le ministère des Affaires étrangères, a-t-il fait savoir. Selon le premier patron des Douanes, l'Algérie n'a pas besoin de négocier avec les 27 pays membres de l'UE mais avec ses cinq plus grands partenaires en commerce extérieur. A ce propos, il a souhaité que les négociations entre l'Algérie et l'UE aboutissent vers la fin de l'année 2017, en rappelant que 49% des importations algériennes proviennent de l'UE.

Outre l'UE, un projet d'accord d'assistance mutuelle et administrative avec la Chine est aussi en négociation pour lutter contre le phénomène de la surfacturation, a souligné M. Bentahar qui explique que le choix de la Chine relève de fait que ce pays est le premier fournisseur de l'Algérie en commerce extérieur. L'accord avec la Chine va permettre aux douanes algériennes d'identifier les factures d'importations, fait valoir le directeur général des douanes qui a avancé que dans le cas de suspicion sur le montant de la facture d'un produit importé auprès de la Chine, les douanes peuvent connaître directement auprès des autorités habilitées de ce pays si la facture correspond à la réalité des prix. « On est en train de négocier cette démarche et il y a un projet rédigé et arrêté pour pouvoir signer un accord avec la Chine et ce, au plus tard en fin d'année 2017. Ce qui va permettre la lutte efficacement contre la surfacturation », a-t-il soutenu. Dans ce contexte, M. Bentahar a souligné que des mesures avaient déjà été

prises pour lutter contre cette problématique, affirmant que les services de douanes enregistrent une moyenne de 400 à 500 contentieux par an dans le cadre de la lutte contre la surfacturation. Parmi ces mesures, il a cité la signature de 21 accords bilatéraux avec les Douanes de pays avec lesquels l'Algérie a des échanges commerciaux, permettant de connaître la valeur réelle des produits importés auprès de ces pays, a indiqué M. Bentahar. Il s'agit aussi de la signature, depuis moins d'une année, d'une convention avec un organisme européen qui fournit aux douanes algériennes des informations sur les valeurs de certains produits. Ce qui facilité aux douaniers algériens au niveau des frontières de vérifier instantanément le cours d'une catégorie de marchandises à travers une banque de données informatisée. De surcroît, une convention a été signée depuis deux mois par les douanes algériennes avec un organisme américain qui leur fournit des informations sur la valeur des marchan-

dis. Pour rappel, lors de sa présentation du Plan d'action du gouvernement, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur la nécessité de la lutte contre le phénomène de la surfacturation. Par ailleurs, concernant le projet commun Douanes-Cread pour le développement des ressources humaines, il vise à améliorer le rendement des douanes et les accompagner dans les profondes réformes engagées dans son plan stratégique pour la période 2016-2017, a soutenu M. Bentahar. Le site comporte une base de données officielle actualisée par les différents acteurs du secteur économique. Cette rencontre entre dans le cadre des réunions élargies organisées par le ministre du Commerce avec les partenaires et les professionnels du secteur. Les Chambres de commerce et d'industrie des wilayas de Blida, Mostaganem, Médéa, Tlemcen, Béchar, Béjaïa, Biskra, Skikda, Sétif, Laghouat et Relizane y étaient représentées.

G.M

Dans le but de protéger l'économie nationale
Le gouvernement favorise l'augmentation des exportations

Le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a indiqué que les efforts déployés en faveur de l'augmentation des exportations et de la réduction de la facture d'importations permettront d'équilibrer et de protéger l'économie nationale, a indiqué le ministre dans un communiqué. Lors d'une rencontre avec le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Laïd Benamor, le directeur général de l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex) et des représentants des Chambres de commerce et d'industrie de plusieurs wilayas du pays, le ministre a mis en avant le rôle majeur de la Caci dans l'accompagnement des grandes activités des entreprises, a précisé le ministre. Le ministre a invité les acteurs concernés à appuyer ces efforts par des solutions efficaces et à conjuguer leurs énergies dans le cadre de la Caci au service de l'essor de l'économie nationale. Après avoir entendu les préoccupations et les propositions des représentants des Chambres de commerce et d'industrie participant à la rencontre, le ministre a assisté à la présentation du projet de feuille de route économique, lancé virtuellement via un site Web pilote de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Médéa.

K.M

Croissance mondiale de la demande pétrolière

Le transport routier des marchandises a contribué à 40%

La demande des camions de transports en pétrole a dépassé les autres secteurs et a contribué, depuis l'an 2000, à 40% à la croissance mondiale de la demande de pétrole, a indiqué hier l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La croissance de la demande en pétrole des camions a dépassé tous les autres secteurs - y compris les voitures particulières, l'aviation, l'industrie et la pétrochimie - depuis 2000 et a contribué à 40% à la croissance mondiale de la demande de pétrole, une contribution similaire à celle des voitures, a expliqué l'agence dans un nouveau rapport. Elle a relevé que les

camions contribuent de manière importante à la croissance du transport, à la consommation de carburant, ainsi qu'à la hausse des émissions de dioxyde de carbone et de polluants atmosphériques mais, regrette-t-elle, le secteur reçoit beaucoup moins d'attention et d'orientation politique que les véhicules de tourisme. L'agence soutient, dans ce sens, que l'amélioration de l'efficacité du transport routier de marchandises est essentielle pour réduire la croissance de la demande de pétrole, des émissions de carbone et de la pollution atmosphérique au cours des prochaines décennies. Selon

le rapport, intitulé *The Future of Trucks : Implications pour l'énergie et l'environnement*, les camions, qui sont un facteur clé de l'activité économique mondiale, représentent près d'un cinquième de la demande mondiale de pétrole, soit environ 17 millions de barils par jour, ce qui équivaut à la production combinée de pétrole des Etats-Unis et du Canada. Cela représente également environ la moitié de l'utilisation mondiale de diesel, un tiers de toutes les émissions de carbone liées aux transports et un cinquième des émissions de NOx (oxydes d'azote), un polluant principal de l'air, a-t-elle

ajouté, prévenant que sur la base de l'état actuel des choses, la production de pétrole du fret routier devrait augmenter de 5 millions de barils par jour d'ici à 2050. Si aucune action n'est prise, la production de pétrole du fret routier devrait augmenter de 5 millions de barils par jour d'ici à 2050, soit environ 40% de l'augmentation prévue de la demande mondiale de pétrole pendant cette période, avertit-elle, soulignant que cette croissance devrait entraîner une augmentation significative des émissions de dioxyde de carbone de près de 900 millions de tonnes jusqu'en 2050, soit environ le même niveau

de croissance des émissions que de l'utilisation du charbon dans l'ensemble de l'industrie et de l'industrie. Les principaux moteurs de la demande de pétrole des camions sont les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine, tandis que l'Inde émerge en tant que contributeur croissant, indique l'AIE, préconisant des solutions à cette situation notamment l'amélioration des opérations de logistique, l'optimisation du routage des camions, ainsi que des dispositifs de rétroaction en temps réel qui surveillent l'économie de carburant sur route des camions.

Y.L

Santé militaire

Sortie de la 30^e promotion de l'Ecole nationale de Aïn Naâdja

Une cérémonie de sortie de la 30^e promotion organisée dimanche à l'Ecole nationale de santé militaire Kaddi Bakir de Aïn Naâdja (Alger) a été présidée par le général-Major Zenakhri Mohamed, secrétaire général au ministère de la Défense nationale en présence de hauts cadres du ministère.



Dans son allocution, le Général **Abderrezak Bousseloub**, commandant de l'Ecole nationale de santé militaire a salué les efforts consentis par le ministère de la Défense nationale pour assurer un système de formation et d'enseignement au sein de l'institution militaire, soulignant l'intérêt accordé par l'ANP de par les moyens modernes assurés.

Indiquant que l'école a veillé à ce que les promotions sortantes bénéficient d'une formation scientifique de haut niveau, il a qualifié

celle-ci de «vivier des futurs cadres» de la santé militaire, ajoutant qu'elle joue «un rôle important» dans la formation des praticiens généralistes et spécialistes ainsi que les paramédicaux.

La promotion sortante 2016-2017 concerne les praticiens spécialistes en sciences médicales ayant obtenu le diplôme d'études médicales spéciales, les élèves officiers de carrière ayant obtenu un diplôme de graduation en sciences médicales et de la 2^{ème} promotion des élèves sous officiers de carrière détenteurs du diplôme de licence pro-

fessionnalisant en sciences paramédicales.

Dans ce cadre, M. Bousseloub a exhorté les promotions sortantes à symboliser, lors de l'accomplissement de leurs missions le sens de l'efficacité, de la disponibilité et le dévouement total aux valeurs et principes de l'ANP.

La 30^e promotion de l'Ecole nationale de santé militaire a été baptisée du nom du chahid Nouredine Rabah.

Né le 20 juin 1932 dans la wilaya de Blida, Nouredine Rabah est issu d'une famille modeste connu

pour son esprit de patriotisme.

Le martyr a rejoint la Faculté de médecine en 1952. Parallèlement à ses études universitaires, le chahid était un militant politique contre le colonialisme. Il a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en juillet 1956.

Rabah est tombé en martyr au champ d'honneur suite à un accrochage avec les parachutistes de l'armée française le 13 septembre 1957 à Djebel Beni Salah à Bouhendas au sud-est de Chréa (Blida).

Ghiles. M.

M'sila

Plus de 1 300 décharges anarchiques éradiquées en une année

Au total, 1 362 décharges anarchiques ont été éradiquées en une année à la faveur de l'exécution du plan de préservation de l'environnement à travers les communes de la wilaya de M'sila, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Dans le cadre de cette opération, des campagnes hebdomadaires de nettoyage et de collecte de déchets ont été organisées simultanément avec la mise en service de plusieurs centres d'enfouissement techniques (CET), a

indiqué la même source.

L'exécution du plan de protection de l'environnement a nécessité également la mise en place de nouvelles décharges organisées ainsi que l'interdiction de jeter à nouveau les déchets ménagers - qui constituent un danger pour l'environnement - dans les zones où les décharges anarchiques ont été éradiquées, a fait savoir la même source.

Au total, 163 tonnes de déchets ménagers ont été amassés et transportés aux centres d'enfouissement tech-

niques (CET) et aux décharges publiques pour favoriser la suppression des décharges anarchiques à M'sila, a-t-on souligné.

Regroupant 600 employés placés dans le cadre de l'insertion professionnelle et la préservation de l'environnement, les 63 chantiers mis en place à travers 30 communes de la wilaya ont permis d'éliminer 171 décharges anarchiques, l'entretien des espaces verts, ainsi que l'évacuation des ordures en plastique à travers plusieurs quartiers, a-t-on noté.

K. M.

Sidi Bel Abbès

Les corps de deux noyés repêchés des plans d'eau

Les plongeurs relevant de l'unité de la Protection civile de Sidi Bel Abbès ont repêché, ces dernières 48 h, les corps sans vie de deux personnes noyées dans des plans

d'eau, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication de ce corps d'intervention et de secours.

Le corps de la première victime a été sorti des eaux de l'oued Mekerra. Il s'agit

d'un homme âgé de 50 ans. La seconde victime est un enfant de 7 ans, noyé dans un plan d'eau, situé près de la localité de Tessala.

Les dépouilles des deux victimes ont été déposées au

niveau de la morgue du CHU Abdelkader Hassani. Les services compétents ont ouvert deux enquêtes pour élucider les circonstances de ces drames.

H. B.

Réinhumation à Djebahia des ossements du chahid Bouchedda Tahar dit Si Djebbah

Les ossements du martyr de la Révolution nationale, Bouchedda Tahar, dit Si Djebbah, ont été exhumés et réinhumés dimanche matin par les autorités locales et les moudjahidine de la région au cimetière des chouhada de l'ex-Perine (Djebbahia), à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de la ville de Bouira.

L'opération de réinhumation des ossements du chahid a eu lieu sur demande des moudjahidine de la région dont l'objectif est de lui rendre hommage ainsi qu'à sa famille, a expliqué à cette occasion le président du bureau local de l'Organisation nationale des moudjahidine, Salah Abdi.

Un bref aperçu sur le parcours révolutionnaire de Si Djebbah a été donné lors de l'opération de réinhumation en présence du wali de Bouira, Mouloud Chérifi, ainsi que des responsables civiles et militaires de la wilaya qui ont saisi cette occasion historique pour rendre un vibrant hommage au martyr de Djebahia ainsi qu'à toute sa famille qui, en cette occasion, a été honorée.

Si Djebbah est né le 28 juin 1931 à Aïn Tork (ouest de Bouira). Il a passé son enfance et son jeune âge à El Harrach où il rejoignit les scouts musulmans, puis le mouvement du triomphe des libertés démocratiques (Mtd) au sein duquel il avait occupé plusieurs postes de responsabilité avant de rejoindre le maquis en 1953 en compagnie de 70 de ses compagnons d'armes de l'Armée de libération nationale (ALN).

Le martyr et ses hommes ont rejoint par la suite les monts de Lakhdaria (ex-Palestro) où ils ont commencé à militer et lutter pour la libération du pays du joug colonial, aux côtés du commandant Si Azzeddine ainsi que M'hamed Bouguerra.

Si Djebbah a été assassiné le 1^{er} novembre 1955 à Djebbahia alors qu'il s'apprêtait, avec ses compagnons d'armes, à attaquer un poste avancé de l'armée coloniale.

Dans cette attaque, Si Djebbah fut surpris par des soldats qui assuraient la sécurité dans la ville de Djebbahia qui les ont assassinés et blessés aussi le commandant Si Azzeddine, a témoigné un des moudjahidine de la région de Djebbahia, qui a saisi cette rencontre pour évoquer les valeurs nobles de courage et d'abnégation du martyr.

R. M.

Oran

Une caravane pour sensibiliser sur la préservation des lieux touristiques

Une caravane sillonnera les plages oranaises, entre le 13 juillet et le 19 août prochains, pour sensibiliser les estivants sur l'importance de préserver les lieux touristiques, ont annoncé dimanche des initiateurs de cette action.

Organisée par le concours des directions de l'environnement, de l'éducation, de la jeunesse et des sports, avec la collaboration des services de la Sûreté de wilaya, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile, cette caravane touchera six plages, a indiqué le coordinateur des clubs verts au niveau de la direction de l'éducation, Mohamed Guenoun.

Une vingtaine d'associations, à l'instar de Phénicia, Les amis de la mer, Santé Sidi Houari, R20, Oxygène et vie, Femme rurale, prendront part à cette caravane, dont le coup d'envoi est prévu le 13 juillet au niveau de la pêcherie d'Oran.

Le programme de sensibilisation englobe plusieurs activités : des expositions sur divers thèmes environnementaux, des ateliers de dessin pour enfants, des pièces théâtrales, des stands et distribution de dépliants pour sensibiliser sur certains thèmes comme le tri sélectif, la prévention routière, la pollution des fonds marins, etc. «L'objectif principal de la caravane reste la sensibilisation des estivants sur l'importance de préserver les plages et les lieux touristiques en général et de s'abstenir de les polluer», a encore souligné M. Guenoun.

T. L.



Ghardaïa

M'naguer fait son apparition

Les premières dattes précoces de la saison connues sous l'appellation de M'naguer ont fait leur apparition sur les étals des marchands des fruits et légumes de Ghardaïa en ce début du mois de juillet, a-t-on constaté.

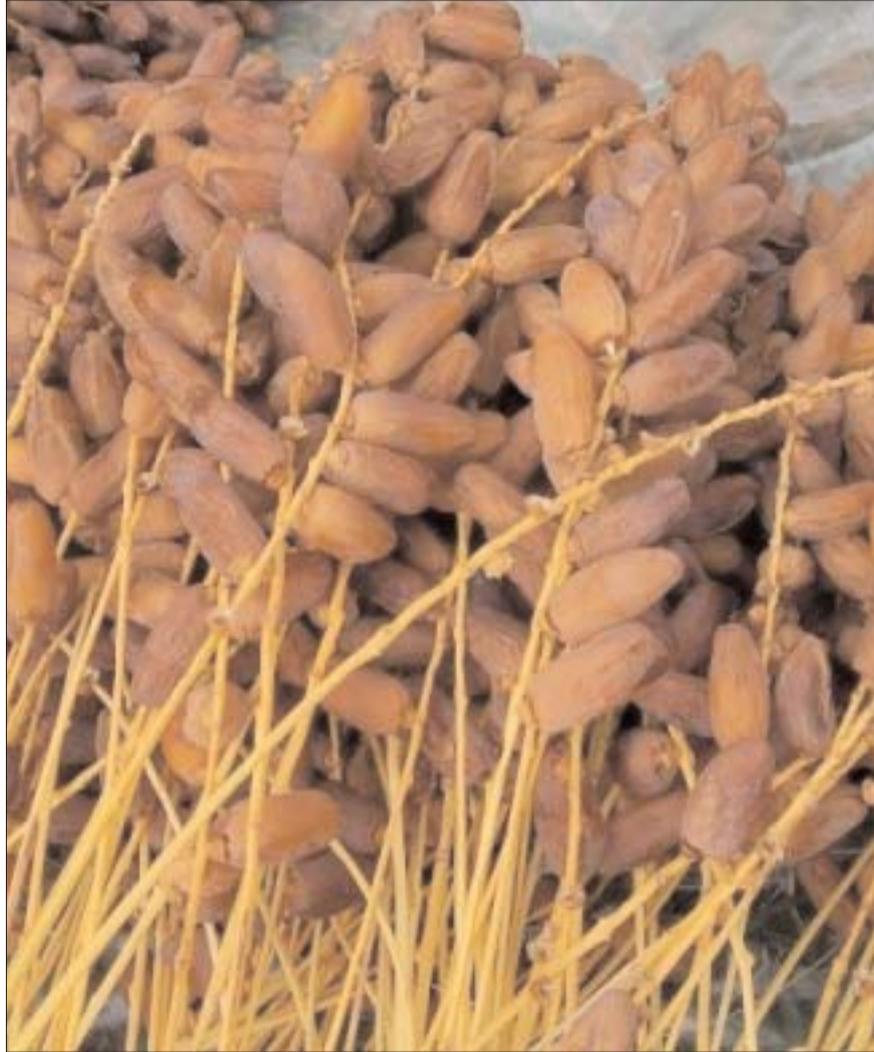
Fraîchement cueillie dans les palmeraies de la région de Tidikelt (In-Salah, In-Ghar et Aoulef), cette datte précoce est proposée sur des étals improvisés dans les différentes artères de la capitale du M'zab (Ghardaïa) à des prix oscillant entre 700 et 800 DA le kilogramme, selon le goût et le calibre du fruit.

Mielleuse aux reflets mordorés à moitié mûre et moitié âpre, encore jaunâtre, charnues avec plissement, cette datte précoce est récoltée de manière traditionnelle par grappillage, une méthode qui consiste à ne cueillir du régime que les dattes arrivées à maturation, a expliqué Ammi Hadj Bachir un commerçant en fruits et légumes de Ghardaïa.

Généralement, c'est les membres de la famille aidés par les voisins qui grappillent avec soin et précaution les dattes arrivées à maturation, tôt le matin ou en fin d'après-midi pour échapper aux grandes chaleurs de la journée, a ajouté ammi Bachir.

D'habitude, la récolte du M'naguer commence vers le début du mois de juin et s'étale jusqu'à la mi-juillet, cependant cette année le murissement de cette variété de datte molle et très sucrée a connu un retard et a été altérée par les pluies qu'a connues la région de Tidikelt durant le mois de juin, a expliqué ammi Bachir en fin connaisseur des produits phénicoles.

"Cette datte précoce M'naguer, très précieuse sur le marché, a la particularité de ne pas se conserver longtemps et se gâte rapidement, raison pour laquelle elle doit se consommer sans trop tarder", souligne le même commerçant.



Ce produit des palmeraies de Tidikelt est présent en force sur les étalages des marchands de Ghardaïa et s'écoule facilement, a soutenu un commerçant occasionnel de dattes.

L'apparition sur le marché de ce fruit attire des foules de consommateurs et de curieux et constitue la meilleure offrande que l'on fait à une personne chère en cette

période estivale dans la région de Ghardaïa.

Proposés à la vente dans des boîtes en carton utilisées généralement pour la vente des gâteaux, les consommateurs se précipitent pour en acheter une petite quantité en guise de "Fell" qui, espèrent-ils, augure d'une saison faste et "sucrée".

Ghiles .D

Constantine

Pose de la première pierre d'un complexe animalier à El Khroub

La pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un complexe animalier moderne dans la région de Oued H'mimime (commune d'El Khroub) dans la wilaya de Constantine, aura lieu le 5 juillet, a annoncé dimanche à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) d'El Khroub, le Pr Abdelhamid Aberkane.

Selon ce même responsable, le lancement des travaux de réalisation de ce complexe animalier est «l'aboutissement d'un long processus entamé il y a plusieurs mois et qui revêt une grande importance pour la commune d'El Khroub et toute la région». Les travaux de construction de ce complexe ont été confiés à une entreprise locale retenue consécutivement à un appel d'offres lancé préalablement à cet effet et ce, pour une durée de 12 mois, sans l'abattoir, a-t-il précisé.

Pr. Aberkane a, dans ce contexte, affirmé que le nouvel abattoir sera soit totalement privatisé soit géré dans le cadre d'un partenariat mixte entre l'APC et d'éventuels opérateurs privés qui se manifesteraient.

Situé à El Fentaria, précisément à 2 km d'El Khroub, ce complexe comptera un ensemble de structures d'accueil modernes et de vente d'animaux, des quais d'embarquement, des locaux pour transférer les écuries, ainsi qu'un local aménagé pour accueillir une foire agricole en vue de développer le caractère agricole traditionnel de

la ville du Khroub, a-t-on rappelé.

Cette structure moderne, pour laquelle un montant initial de 180 millions de dinars a été dégagé, disposera d'une surface bâtie de 1980 m² (espace couvert), de trois (3) étables, de trois hangars pour les ovins, bovins, caprins et volailles, d'un bâtiment administratif, d'un point de contrôle vétérinaire, d'un espace de négociation, de 52

locaux commerciaux, d'un poste de sécurité et d'un espace réservé à la construction du futur abattoir, a-t-on noté. Il est également attendu que la capacité d'accueil du bétail au sein de ce nouveau marché à bestiaux atteindra 18 000 têtes environ, contre 6 000 seulement au niveau de l'ancien marché, en phase de délocalisation.

K. M.

Médéa

Installation de la colonne mobile de lutte contre les incendies de forêts

Une colonne mobile de lutte contre les incendies de forêts et les feux de récoltes est opérationnelle depuis le 2 juillet à travers la wilaya de Médéa, dans le cadre du dispositif d'intervention estivale qui restera en vigueur jusqu'au mois d'octobre prochain, a annoncé dimanche la Protection civile. Une soixantaine d'officiers, sous-officiers et agents, issus des différentes unités d'intervention de la Protection civile de Médéa, appuyés par une équipe constituée de seize éléments, venue de la wilaya de Ghardaïa, forment cette colonne mobile qui sera déployée

dans les zones de dépôts de feu, a-t-on indiqué de même source.

Cette colonne mobile est appelée à intervenir sur des sinistres situés aussi bien à l'intérieur du territoire de la wilaya qu'au niveau des wilayas limitrophes de Blida et Ain Defla, dans le cas où les moyens d'intervention de ces deux wilayas s'avèrent insuffisants pour faire face à de violents incendies, a-t-on ajouté.

Sept véhicules d'intervention et de lutte contre les incendies de forêts, ainsi que des camions citernes de différentes capacités, une ambulance et du matériel d'inter-

Aïn Defla

Lancement des chantiers de réalisation de 4000 logements en location-vente

■ Les chantiers de réalisation de 4000 logements de type location-vente ont été lancés dimanche à Ain Defla par le wali, Benyoucef Azziz, et le directeur régional de l'ADDL d'Alger ouest, Belkacem Rechem.

Les chantiers de logements en question englobent 2000 unités à Ain Defla (dont la moitié est confiée à une entreprise indonésienne) et 2000 autres à El Attaf, à l'ouest de la wilaya.

Le choix des terrains devant abriter ces constructions «a été fait selon des critères bien déterminés», a indiqué le wali, exhortant les entreprises chargées de leur réalisation à se mettre au travail illico et à respecter les délais et les normes de réalisation.

M. Benyoucef Azziz a rappelé que le ministre du secteur s'était engagé, lors de sa dernière visite dans la wilaya, à procéder dès fin 2018, à l'attribution des logements à leurs propriétaires de manière graduelle.

Notant que le programme alloué à la wilaya de Ain Defla s'élève à 6050 unités, le directeur régional de l'ADDL d'Alger ouest a, de son côté, fait savoir que les chantiers des communes restantes en l'occurrence Khémis Miliana (1250 unités), Djendel (500) et Sidi Lakhdar (300) seront installés courant de cette semaine.

Avant d'inspecter les sites devant abriter les futurs logements de type location-vente, le wali s'est enquis, au niveau du nouveau pôle urbain de Ain Defla, de la cadence de réalisation de 1000 logements sociaux locatifs dont la livraison est prévue pour septembre prochain.

Il a, à cette occasion, instruit les responsables à charge du projet à achever les travaux se rapportant à l'électricité, à l'assainissement et aux routes, tout en mettant l'accent sur la dotation de ce pôle en espaces verts et en structures assurant divers services.

Le chef de l'exécutif a également insisté sur le parachèvement des travaux de réalisation de deux groupes scolaires avant le début de la prochaine rentrée scolaire, avant de faire état du lancement «imminent» des travaux de réalisation d'un lycée (1000 places pédagogiques) et d'un CEM dont la livraison est prévue pour la rentrée 2018-2019.

L. H.

vention adaptés sont mis à la disposition de cette colonne mobile, qui pourra également compter, en cas de violents incendies, sur l'appui des différentes unités d'intervention légère de la Protection civile de la wilaya, a souligné la Protection civile.

Des exercices de simulation seront programmés cycliquement au profit des éléments de cette colonne mobile, dans le but de tester le niveau d'opération de ces éléments et évaluer leur aptitude à réagir rapidement face à des situations difficiles, a-t-on encore noté.

T. L.

CONFLITS ▶▶

Crise du Golfe

L'ultimatum fixé au Qatar a été prolongé de 48 heures

L'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte ont annoncé hier, avant l'aube, avoir décidé, à la demande du médiateur koweïtien dans la crise du Golfe, de prolonger de 48h l'ultimatum fixé au Qatar pour répondre positivement à leur liste de 13 demandes.



Selon un communiqué commun publié par l'agence officielle saoudienne SPA, l'Arabie Saoudite et ses alliés ont accepté de prolonger l'ultimatum après l'annonce par le Qatar qu'il devait remettre lundi à l'émir du Koweït sa réponse à leurs demandes, exigeant notamment la fermeture de la télévision Al Jazeera et d'une base militaire turque ainsi que la réduction des relations avec l'Iran.

La région du Golfe est plongée dans une grave crise diplomatique depuis début juin, lorsque l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Égypte et Bahreïn, ainsi que d'autres pays arabes, ont rompu avec Doha, l'accusant notamment de «soutenir des organisations extrémistes» et de se rapprocher de l'Iran. Le Qatar a fermement rejeté ces allégations.

Le chef de la diplomatie allemande appelle au dialogue.

Le chef de la diplomatie allemande, Sigmar Gabriel, qui entame hier une tournée dans plusieurs pays du Golfe, a appelé à un «dialogue sérieux» l'ensemble des acteurs de la crise qui secoue cette région.

«Depuis plusieurs semaines, les pays frères et voisins de la péninsule arabique sont pris dans un conflit qui suscite l'inquiétude», a déclaré M. Gabriel avant d'entamer une tournée qui doit le mener en Arabie

Saoudite, aux Emirats arabes unis et au Qatar.

«Nous sommes inquiets du fait que la défiance et la désunion puissent affaiblir l'ensemble des parties ainsi que la péninsule dans son ensemble», a-t-il ajouté, selon une déclaration transmise par ses services.

«Nous soutenons vigoureusement les efforts de médiations de l'Emir du Koweït», cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, a déclaré M. Gabriel, insistant sur la nécessité d'un «dialogue sérieux entre les parties» afin de favoriser une possible sortie de crise par la voie de la négociation. «Chacun doit y contribuer et se montrer prêt à se confronter aux positions des autres», a-t-il ajouté. Selon M. Gabriel, Berlin n'est «ni d'un côté ni de l'autre. Nous ne prenons pas parti. Mais le conflit nous touche, nous et nos intérêts. C'est valable pour la lutte contre (le groupe terroriste) autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), mais aussi pour la stabilité d'une région très marquée par les crises, les tensions et la guerre et qui va faire face à l'avenir à de grands défis économiques et sociaux», a-t-il ajouté, insistant sur l'importance du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

R.N

Soudan

Prolongation d'un cessez-le-feu dans trois régions en conflit

Le président du Soudan, Omar el-Béchir, a prolongé dimanche de quatre mois un cessez-le-feu en vigueur dans les Etats en conflit du Darfour (ouest), du Nil Bleu (sud-est) et du Kordofan-Sud (sud), ont indiqué des médias officiels.

Cette prolongation qui court jusqu'au 31 octobre intervient à quelques jours d'une décision du président américain Donald Trump sur une levée de certaines sanctions imposées depuis 20 ans au Soudan.

«L'ordre de prolongation du cessez-le-feu fait partie d'une initiative du gouvernement pour apporter la paix», a rapporté l'agence de presse officielle soudanaise Suna.

Initialement d'une durée de quatre mois, le cessez-le-feu décrété en juin 2016 a déjà été prolongé trois fois dans le passé. L'ex-

président Barack Obama avait décidé en janvier la levée de certaines sanctions économiques américaines imposées au Soudan depuis 1997. Il avait cependant prévu une période probatoire de six mois avant que Washington ne lève effectivement ces sanctions.

La fin des combats dans plusieurs régions du Soudan, comme au Darfour (ouest), fait partie des conditions posées à Khartoum.

Le 12 juillet, l'administration du nouveau président Donald Trump se prononcera sur une levée ou non de ces sanctions.

Fin juin, l'émissaire américain pour le Soudan Steven Koutsis avait salué «l'extrême retenue» de Khartoum face aux attaques rebelles durant l'année écoulée au Darfour.

Il avait émis l'espoir que le Soudan prolonge «d'au moins six mois» le cessez-le-feu unilatéral au Darfour et dans les deux autres Etats déchirés par des conflits.

Les violences au Darfour ont éclaté en 2003 quand des rebelles issus de minorités ethniques se sont soulevés contre le président soudanais et son gouvernement majoritairement constitué d'Arabes, les accusant de les marginaliser.

Des rebellions similaires ont eu lieu dans les Etats du Nil Bleu et du Kordofan-Sud après la sécession du Soudan du Sud en 2011. Le conflit au Darfour a fait plus de 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés depuis 2003, selon l'ONU. Des milliers de personnes ont également été tuées dans les Etats du Nil Bleu et du Kordofan-Sud.

APS

Niger

Neuf civils tués dans une attaque dans le Sud-Est

Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines d'autres enlevées au cours d'une attaque dans le sud-est du Niger par des éléments présumés du groupe terroriste nigérian Boko Haram, ont indiqué hier, les autorités locales.

«L'attaque a eu lieu hier (dimanche) soir entre 22h00 et

2300 locales (21h00 et 22h00 GMT) et il y a eu neuf morts. Une trentaine ou quarantaine de femmes et d'enfants ont été enlevés par les assaillants», a affirmé Abari El Hadj Daouda, le maire de Kabaléwa, cité par les agences.

L'attaque a visé dimanche la localité de Ngalewa, à quelques km de la ville de Kabaléwa,

située au nord de la ville Diffa, la capitale du sud-est nigérian où un attentat suicide opéré par deux femmes contre un camp de réfugiés avait fait mercredi deux morts et 11 blessés, a indiqué le maire. «Nous nous apprêtons à nous rendre sur place pour voir ce qui s'est passé», a-t-il assuré.

La région de Diffa, qui comp-

te quelques 600 000 habitants, subit depuis 2015 des attaques de Boko Haram. Elle abrite plus de 300 000 réfugiés et déplacés, dont des milliers vivent au milieu d'une population locale déjà très pauvre, selon l'ONU qui demande à la communauté internationale d'accroître son soutien financier.

R.N.

Syrie

L'alliance anti-EI pénètre à Raqa par le Sud pour la première fois

Les forces soutenues par les Etats-Unis en Syrie sont entrées pour la première fois dimanche dans le fief terroriste de Daech de Raqa par le sud, en traversant l'Euphrate, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Après une manœuvre d'encerclement qui a pris des mois, les Forces démocratiques syriennes (FDS) - une alliance de combattants kurdes et arabes - avaient coupé jeudi la dernière issue permettant aux terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) de fuir cette ville septentrionale, en s'emparant d'une région au sud de l'Euphrate.

«Aujourd'hui, (les FDS) sont entrées dans le sud de Raqa pour la première fois et ont pris le marché d'Al-Hal», a indiqué dimanche Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'Osdh.

«Le marché est entièrement sous le contrôle des FDS mais l'EI menace de contre-attaquer», a-t-il ajouté.

Les FDS ont confirmé avoir pris le marché d'Al-Hal dimanche. Depuis leur entrée dans Raqa le 6 juin, elles se sont emparées d'une poignée de quartiers dans l'est et l'ouest de la ville, mais font face à une farouche résistance de l'EI au fur et à mesure de leur progression vers le centre.

Dimanche, des combats opposaient les FDS aux terroristes à al-Senaa, dans l'est de Raqa. Ce quartier avait été conquis par les FDS moins d'une semaine après être entrées dans la ville, mais l'EI les en a chassés vendredi avec une série d'attentats.

Al-Senaa revêt une importance stratégique à la fois pour l'EI et les FDS car le secteur est situé aux portes du centre-ville, où se trouvent les principales fortifications des terroristes.

Deux jours après leur contre-attaque, les FDS avaient repris dimanche environ 70% de ce quartier, selon l'Osdh.

«Nos forces sont à quelque 100 mètres de la porte de Baghdad», a affirmé le porte-parole des Forces d'élite syriennes (FES), Mohammad Khaled Chaker, en référence à l'entrée de la vieille ville de Raqa.

Les FES, un bataillon de combattants arabes soutenus par les Etats-Unis, ne font pas partie des FDS, mais se battent contre les terroristes à leur côté.

«Nous passons la zone au peigne fin et détruisons des tunnels pour empêcher toutes nouvelles infiltrations vers nos positions», a indiqué M. Chaker.

R.N.

5^e conférence de l'ANC en Afrique du Sud

Le parti tente de garder la face

En Afrique du Sud, depuis ce 30 juin, la 5^e conférence politique du parti ANC, le Congrès national africain, se poursuit avec son lot de désaccords et de tentatives d'unité. Cette rencontre a pour but de discuter de l'état de santé du parti, l'occasion d'aborder une série de thèmes liés à l'économie du pays et aux challenges à relever. Embourbé dans les affaires, l'ANC tente de garder la face.



L'ANC d'aujourd'hui n'est plus l'ANC de Mandela, a déclaré Gwede Mantashe, le secrétaire général du parti, devant

un parterre de délégués réunis pour une conférence qui va durer jusqu'à mercredi dans un centre d'exposition à Johannesburg. Dès l'ouverture de la rencontre,

Mantashe n'y est pas allé par quatre chemins et a provoqué la colère de la ligue des jeunes ANC, en dévoilant notamment son rapport de diagnostic, un compte

rendu dans lequel il exprime le mécontentement des gens face aux nombreux scandales qui poursuivent la formation politique au pouvoir : corruption, mainmise de

la famille Gupta dans les affaires de l'Etat, remaniement du cabinet ministériel ou encore scandale dans la rénovation de la propriété du président Jacob Zuma, des affaires dans lesquelles le chef de l'Etat est systématiquement impliqué, toujours selon ce rapport de diagnostic, le soutien du peuple à l'égard du parti est en déclin progressif.

Au sein du camp, les réactions ne se sont pas fait attendre, Collen Maine, le président de la ligue des jeunes ANC, a exprimé son ressentiment après de telles déclarations, expliquant que les gens ne pouvaient pas être malheureux parce que Zuma n'est pas l'ANC. A propos de l'intéressé, le leader du pays s'est exprimé devant ses pairs vendredi 30 juin. Il a insisté sur l'importance de l'unité comme fil conducteur, des propos relayés par plusieurs délégués.

Ce bilan de santé d'une formation politique fragilisée précède la grande conférence du parti qui aura lieu en décembre prochain et qui va désigner le futur chef de l'ANC, en attendant les prochaines élections générales de 2019.

RFI

Burkina

L'ex-parti au pouvoir dénonce des "attaques" contre ses partisans

Le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), le parti du président burkinabè déchu Blaise Compaoré, a dénoncé à Ouagadougou des "attaques" et des "menaces" contre les domiciles des membres du parti.

"Au cours des dernières semaines, nous avons assisté à la recrudescence assez troublante d'attaques et de menaces variées contre les domiciles des membres de la direction du CDP où de leurs proches", a affirmé le président du parti, Léonce Koné, lors d'une conférence de

presse.

Il y a eu également "une intrusion d'hommes de main dissimulés derrière des cagoules qui sont entrés au domicile de la mère du camarade Eddie Komboigo (ex-président du parti), brutalisant cette dame d'un certain âge et blessant l'un de ses fils", a ajouté M. Koné. "Quelque temps auparavant, le domicile du camarade Achille Tapsoba, un des premiers responsables du CDP, avait subi aussi une attaque, tout comme celui d'un ancien ministre, où un projectile a été lancé violemment contre la

fenêtre d'une chambre, risquant de blesser les occupants".

En septembre dernier, le CDP avait reporté sine die son congrès extraordinaire devant renouveler ses structures, s'estimant victime de "répression" et "d'acharnement" du régime du président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré.

De nombreux cadres et leaders du CDP sont incarcérés ou poursuivis en justice pour des cas présumés de "détournements de deniers publics", ou pour leur implication présumée dans le putsch manqué de sep-

tembre 2015 mené par le régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne de M. Compaoré.

En outre, tous les membres du dernier gouvernement de Blaise Compaoré sont poursuivis devant la Haute cour de justice pour leur implication présumée dans la répression de l'insurrection populaire pour avoir participé au Conseil extraordinaire des ministres du 29 octobre 2014 au cours duquel ils avaient décidé de faire appel à l'armée pour réprimer les manifestants.

AFP

Les Égyptiens dans la crainte de l'inflation

A l'approche de son mariage, Hicham Gaber ne cache pas son appréhension: l'Égypte, qui poursuit un douloureux programme de réformes économiques, pourrait connaître une nouvelle vague inflationniste, après une nouvelle coupe des subventions aux carburants.

"Je ne suis pas du tout optimiste", lâche cet ingénieur égyptien de 28 ans.

"Dans les circonstances actuelles, se marier et avoir des charges supplémentaires n'est pas une bonne idée", ajoute-t-il inquiet.

Jeddi, le gouvernement égyptien a annoncé une hausse des prix à la pompe de l'essence (+43% pour l'indice d'octane super 92 et +55% pour l'octane 80) mais aussi du diesel (+55%), en raison d'une baisse des subventions publiques sur les carburants.

La décision était attendue puisqu'elle fait partie des réformes promises par Le Caire afin d'obtenir un prêt de 12 milliards de dollars (10 milliards d'euros) du Fonds monétaire international (FMI) destiné à relancer une économie en berne.

Mais pour des économistes, la hausse des prix du carburant risque d'entraîner une augmentation des prix dans d'autres secteurs dans un pays qui connaît depuis novembre des taux d'inflation élevés.

"L'inflation annuelle va augmenter dans les deux mois à venir, avec un taux variant entre 34% et 36%", pronostique l'analyste Radwa El-Swaify, de la banque d'investissement Pharos, basée au Caire.

En mai, avant la baisse des subventions aux carburants, elle s'est élevée à +30,9% en glissement annuel contre 32,9% un mois plus tôt.

Pour Omar El-Shenety, à la tête de la Banque d'investissement Multiples Group au Caire, la hausse du diesel va impacter les prix des biens et des services, et entraîner une hausse des coûts de production.

Fruits, légumes, transports en commun

"Les prix des fruits et légumes

pourraient augmenter de 20% à 25% en raison de l'augmentation du coût du transport", met-il en garde.

Le renchérissement du carburant devrait aussi se répercuter sur le prix des transports en commun qui pourrait croître de 10% à 15%, a par ailleurs annoncé jeudi le directeur du Bureau des statistiques Abou Bakr al-Gindi.

Pour Mme Swaify, l'inflation annuelle "pourrait partiellement reculer lors des deux derniers mois de l'année".

Mais uniquement parce que la hausse des prix durant la même période il y a un an avait été particulièrement forte en raison de la décision du gouvernement d'instaurer une taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de réduire une première fois les subventions sur les carburants mais surtout de laisser flotter le taux de change de la livre égyptienne face au dollar.

Cette mesure avait entraîné une forte dévaluation de la monnaie locale, qui s'est répercutée sur le consommateur par une inflation galopante --nombre de

produits de base étant importés et achetés en dollars.

"Dans un pays où plus de 40% de la facture des importations concerne la nourriture et les carburants, le taux de change est la clé qui explique la hausse ou la baisse de l'inflation" justifie Amr Adly, expert en économie politique du Centre Carnegie pour le Moyen-Orient.

S'il fallait avant novembre 2016, 8,8 livres égyptiennes pour un obtenir un dollar au taux officiel, il en faut aujourd'hui 18.

Situation sous contrôle

Pour parer à la grogne sociale, le ministère des Finances a récemment annoncé une augmentation des dépenses destinées aux programmes de protection sociale des plus démunis, soit un budget total de 4,1 milliards de dollars.

Mais pour Mme El-Swaify, ces mesures sont insuffisantes dans un pays où près d'un tiers de la population de 92 millions d'habi-

tants vit sous le seuil de pauvreté.

"Le gouvernement a doublé ses dépenses sociales, mais les prix ont triplé", souligne-t-elle.

"Le gouvernement ne nous laisse pas le temps de souffler après chaque réforme. Il les impose les unes après les autres, rapidement", déplore de son côté l'ingénieur Hicham Gaber.

Pourtant, malgré l'austérité et le pouvoir d'achat en berne, le pays n'a pas connu d'explosion de mécontentement. Sous le président Abdel Fattah al-Sissi, manifester peut conduire en prison.

Et une grande partie des Égyptiens ont soif de stabilité, après les années de chaos qui ont suivi la révolte de 2011 contre Hosni Moubarak.

M. El-Shenety ne s'attend pas à des troubles politiques ou à une mobilisation dans les rues: "le gouvernement est convaincu qu'il n'y aura pas de réaction de la population, c'est pour cela qu'il a adopté des réformes aussi agressives".

AFP

Menace de guerre contre la Corée du Nord

Après son entretien avec le nouveau président sud-coréen, Moon Jae-in, le 30 juin, Donald Trump a encore durci le ton contre la Corée du Nord. «La patience stratégique avec le régime nord-coréen est terminée. Ensemble, nous faisons face à la menace du régime dangereux et brutal de Corée du Nord».

Par Bruno Guigue

■ Les programmes nucléaire et balistique de ce régime exigent une réponse déterminée », a déclaré le président américain. Pour la première fois, Washington a également annoncé des sanctions contre une banque chinoise accusée de coopérer avec Pyongyang.

Si la fonction des médias dominants est de substituer l'imaginaire à la réalité, la représentation occidentale de la Corée du Nord n'échappe pas à la règle. Vu de l'Ouest, il est vrai que Pyongyang fait figure d'accusé idéal. Cette « monarchie rouge », ce « régime ubuesque », ce « goulag asiatique » réunit les stigmates de tout ce que l'homo occidental est censé détester. Désigné par les grands prêtres du droit-de-l'homme comme l'incarnation du Mal, cet Etat honni ferait peser, selon le secrétaire d'Etat US Rex Tillerson, « la pire des menaces sur la paix mondiale ».

Mais de quelle menace s'agit-il ? Depuis son entrée fracassante dans le club des puissances nucléaires, en octobre 2006, la Corée du Nord est mise au ban des nations. Contre ce petit pays, la « communauté internationale » phagocytée par Washington a mobilisé les grands moyens. Résolutions onusiennes, sanctions économiques et manœuvres militaires se succèdent, sans relâche, pour isoler le régime fautif. Rangée par les USA dans la catégorie des « Etats voyous », la République populaire démocratique de Corée est dans la ligne de mire.

La propagande occidentale dépeint Kim Jong-un comme un tyran sanguinaire faisant joujou avec la bombe, mais cette caricature peine à masquer la réalité des rapports de force. Inutile d'être un grand expert, en effet, pour comprendre que la stratégie nucléaire nord-coréenne est purement défensive.



Dissuasion du faible au fort, sa finalité est d'exposer l'agresseur à des représailles, et non de prendre l'initiative des hostilités. Les Nord-Coréens veulent échapper au sort de l'Irak et de la Libye, pulvérisés par les USA et leurs supplétifs pour avoir le bonheur de goûter les bienfaits de la démocratie importée manu militari.

Le bellicisme prêté à Pyongyang, en réalité, relève d'une inversion accusatoire dont le soi-disant « monde libre » est coutumier. Prompts à donner des leçons de morale, les USA sont les seuls à avoir utilisé l'arme nucléaire. A Hiroshima et Nagasaki, en août 1945, ils l'ont fait sans hésitation et n'en éprouvent aucun remords. Non seulement ce massacre de masse (plus de 220 000 morts) fut d'une barbarie sans nom, mais il n'avait aucune justification militaire. Le Japon était prêt à capituler, et le recours à l'arme atomique visait à intimider l'URSS, dont les troupes écrasaient l'armée japonaise en Mandchourie.

Pour la « nation exceptionnelle » à la « destinée manifeste », carboniser des centaines de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards ne pose aucun problème sur le plan moral. Pour fêter l'anniversaire de la double explosion, les généraux US aimaient déguster en famille une pâtisserie en forme de champignon atomique. Cinq ans plus tard, les mêmes galonnés à la bonne conscience indécorable déchaînaient les feux de l'enfer contre les Coréens. Ces derniers échappèrent de peu à l'apocalypse nucléaire rêvée par MacArthur, mais ils subirent

les effets dévastateurs d'une arme nouvelle : le napalm. Pendant la guerre de Corée, l'US Air Force fit un usage massif de cet explosif incendiaire, et la plupart des grandes villes du Nord ont été détruites.

Imagine-t-on une guerre qui anéantirait 60 millions d'Américains en les carbonisant avec des bombes incendiaires ? C'est ce que la Corée du Nord a subi entre 1950 et 1953. Déversant davantage de bombes sur la péninsule que sur le Japon entre 1942 et 1945, les généraux du Pentagone ont massacré sans état d'âme 3 millions de personnes, soit 20% de la population de ce petit pays. On se doute bien que de telles broutilles n'entacheront jamais le prestige inégalé dont jouit l'Oncle Sam dans les contrées occidentales. Mais à la lumière de cette histoire on comprend mieux, en revanche, la hargne anti-impérialiste des Nord-Coréens.

Il n'y a pas que le passé, au demeurant, qui incite à relativiser la passion de Washington pour la paix dans le monde et l'amitié entre les peuples. Lorsque les USA jouent la vertu outragée et brandissent l'épouvantail nord-coréen, on finirait presque par oublier qu'ils détiennent 4 018 têtes nucléaires, alors que la République populaire démocratique de Corée en possède une dizaine. Les cinq essais nucléaires nord-coréens ont provoqué des torrents d'indignation en Occident, mais les USA en ont réalisé plus d'un millier. Enfin, ce n'est pas la Corée du Nord qui a pris l'initiative de nucléariser la péninsule, mais les USA en 1958.

Lorsqu'on demande ce que viennent faire

des porte-avions US dans la région, la propagande répond que la Corée du Nord est un Etat-voyou qui a violé le traité de non-prolifération nucléaire. Mais un Etat souverain est libre de dénoncer un traité international, et Pyongyang a la mérite d'avoir annoncé la couleur en se retirant du TNP. De ce point de vue, sa situation est beaucoup moins scandaleuse que celle d'Israël. Car cet Etat non-signataire du TNP détient 300 têtes nucléaires avec la bénédiction des puissances occidentales, alors qu'il bombarde ses voisins et colonise des territoires qui ne lui appartiennent pas.

Les dirigeants nord-coréens ont beau user d'une rhétorique grandiloquente, ils ont les pieds sur terre. La puissance militaire de cet Etat de 25 millions d'habitants représente 2% de celle des USA, et sa seule ambition est de prévenir une agression extérieure dont la perspective n'a rien d'irréel. Réduits à l'impuissance au Moyen-Orient, les docteurs Folamour du Pentagone rêvent d'en découdre avec ce pays récalcitrant. Ils ont installé un bouclier anti-missiles en Corée du Sud, dépêché dans la région un puissant groupe aéro-naval, et largué dans la montagne afghane la méga-bombe anti-bunker « MOAB » en guise d'avertissement.

Malgré les réticences du nouveau président sud-coréen, qui s'est déclaré prêt à « renvoyer » le bouclier anti-missiles, les « neocons » de Washington envisagent ouvertement une opération militaire contre les installations nucléaires nord-coréennes. Car l'affrontement avec la Corée du Nord présenterait deux avantages. Il constituerait un puissant dérivatif à l'échec de l'impérialisme au Moyen-Orient, où il se heurte à l'axe Moscou-Téhéran-Damas-Bagdad. Et il fournirait un banc d'essai pour le bombardement des installations souterraines du complexe nucléaire nord-coréen avec la bombe « MOAB ». En cas de succès, une telle prouesse technologique priverait la Corée du Nord de son outil de dissuasion et administrerait une leçon de choses à l'Iran, cible préférée de l'administration Trump. Pari hasardeux, bien sûr. Dans l'immédiat, cette agressivité a pour seul effet de conforter Pyongyang dans sa détermination. Farouchement attachée à sa souveraineté, fidèle à l'idéologie du « juché » (autonomie) héritée de Kim-Il-Sung, la Corée du Nord n'aime pas qu'on lui marche sur les pieds. Contrairement aux USA dont la doctrine prévoit la possibilité d'une attaque préventive, son programme nucléaire indique clairement à ceux qui voudraient l'attaquer qu'ils s'exposent à de sévères représailles. Décidée à résister à toutes les pressions, adossée au géant chinois, la République populaire démocratique de Corée est un « domino » que Washington n'est pas près de faire tomber.

Bruno Guigue

Le décret anti-immigration de Trump entre en vigueur après décision unanime de la Cour suprême

Par Eric London

■ À 20h jeudi, le décret anti-immigration de l'administration Trump est entré en vigueur, interdisant l'entrée à des milliers de réfugiés provenant de six pays : la Libye, la Somalie, le Soudan, l'Iran, la Syrie et le Yémen. Le nouveau décret équivaut à une peine de mort pour de nombreux réfugiés qui tentent de fuir les guerres déclenchées ou alimentées par l'impérialisme américain dans la région.

Lundi, la Cour suprême a permis à l'unanimité au décret d'entrer en vigueur dans l'attente d'une décision sur le fond cet automne. Comme les dispositions de l'interdiction ont une durée de vie de 90 ou 120 jours, le jugement signifie que la première phase du décret sera imposée dans toute sa durée.

Cette décision représente un odieux jalon et près de six Américains sur 10 qui étaient d'accord avec le jugement du tribunal inférieur rejetant le décret s'y opposent. Il s'agit d'une victoire politique importante pour Trump qui a été célébrée par des articles jubilatoires sur Breitbart News et les médias d'extrême droite.

Le tribunal a statué que l'interdiction d'entrée s'applique à ceux qui n'ont pas de « relation de bonne foi avec une personne ou une entité aux États-Unis ». La Cour a jugé de manière totalement insensible que ceux qui n'ont pas de « famille proche » aux États-Unis, ou des liens professionnels ou académiques, peuvent se voir interdire l'entrée.

La décision de la Cour suprême a accordé à l'administration Trump le pouvoir de décider ce qui constituait une relation de bonne foi. Mercredi soir, le département d'État a rendu publiques des directives pour définir le concept de « famille proche », expliquant que cela excluait « les grands-parents, les petits-enfants, les tantes, les oncles, les nièces, les neveux, les cousins, les beaux-frères et les belles-soeurs, les fiancés et tout autre membre de la famille « élargie » ».

Les règles du département d'État, qui ont été transmises à toutes les ambassades américaines, incluent les frères et sœurs, les parents et les enfants dans la « famille proche ». L'administration a été forcée d'inclure les beaux-parents, car la Cour suprême avait spécifiquement mentionné que le décret anti-immigration ne pouvait pas s'appliquer aux personnes qui se trouvaient dans la même situation que le Dr Ismaïl Elshikh, l'un des plaignants qui avait fait une demande officielle pour faire venir sa belle-mère de Syrie.

La mise en application des directives du département d'État sera laissée entre les mains des patrouilles frontalières (Customs

and Border Patrol, CBP) et des services d'immigration et de douane (Immigration and Customs Enforcement, ICE). Les avocats et organisations à but non lucratif du domaine de l'immigration craignent que l'imposition du décret va causer davantage de confusion aux aéroports des États-Unis : des voyageurs en provenance des six pays touchés seront probablement renvoyés en raison d'un manque de clarté sur ce qui constitue une « relation de bonne foi ».

Le jugement de la Cour suprême va toucher de façon disproportionnée les réfugiés les plus pauvres dont les membres de leur famille immédiate n'ont pas précédemment immigré aux États-Unis et qui ne possèdent pas les diplômes d'études supérieures qui sont souvent nécessaires pour établir une « relation de bonne foi » basée sur un contrat d'embauche. Même les réfugiés pauvres qui ont cette relation de bonne foi seront incapables de payer des milliers de dollars à un avocat pour qu'il plaide leur cause si l'immigration américaine retarde ou bloque leur entrée.

Cette décision donne le feu vert à l'administration Trump pour qu'elle intensifie sa campagne visant à faire des immigrants des boucs émissaires et crée un climat anti-immigrants hostile, et même violent.

Mercredi, Trump a invité à la Maison-Blanche, de manière provocatrice, des parents de personnes qui avaient été tuées par des travailleurs sans-papiers. Malgré le fait que des études démontrent régulièrement qu'il est considérablement moins probable qu'un migrant commette un crime comparativement à un citoyen américain, Trump a utilisé l'occasion pour vendre deux projets de loi : l'un visant à forcer l'incarcération d'un immigrant qui aurait été précédemment déporté et qui tenterait de revenir aux États-Unis, et un autre qui réduirait le financement fédéral destiné aux « villes sanctuaires » qui ne dénoncent pas les personnes sans papiers à l'immigration fédérale. Ces deux projets de loi ont été acceptés jeudi à la Chambre des représentants.

Les démocrates ont beau faire des déclarations creuses sur la défense des immigrants, le fait que les juges nommés par les démocrates, soit Elena Kagan, Sonia Sotomayor, Ruth Bader Ginsburg et Stephen Breyer ont tous voté pour que le décret entre en vigueur révèle le caractère essentiellement xénophobe et réactionnaire du Parti démocrate.

Longtemps avant le jugement unanime de lundi, le Parti démocrate avait contribué à mettre en place le cadre politique et juridique du décret anti-immigration de Trump. Durant les années 1990 et 2000, le Parti démocrate a fourni les votes nécessaires

pour faire passer des lois anti-immigrants qui ont été utilisées pour déporter des millions de personnes, beaucoup d'entre eux faisant partie des 2,7 millions qui ont été déportés par Barack Obama.

Trump intensifie l'assaut sur les immigrants. Il en a déporté des dizaines de milliers dans les premiers mois de sa présidence, arrachant des immigrants à leur famille, leur école et leur milieu de travail, et les renvoyant dans des régions violentes qui ont été détruites par l'impérialisme américain. Les nouveaux règlements imposés par Trump facilitent la déportation immédiate d'immigrants capturés à la frontière. Des milliers de réfugiés sont ainsi renvoyés avant même d'avoir pu entrer au pays.

Bien que les démocrates aient réussi à forcer une diffusion télévisée nationale des audiences sur Trump et ses présumés liens avec la Russie, ils n'ont pas exigé d'audiences semblables sur le décret ou les raids anti-immigration de Trump. Depuis l'investiture de Trump, le Parti démocrate a centré son opposition uniquement sur les questions de politique étrangère, visant spécifiquement à faire pression sur l'administration pour qu'elle adopte une politique plus agressive envers la Russie, y compris en Syrie. Cette campagne nationaliste qui vise à attiser la peur de l'« influence étrangère » aura comme conséquence de créer un terreau fertile dans l'établissement politique pour des attaques encore plus vastes contre les travailleurs et réfugiés « étrangers ».

La décision unanime de la Cour suprême a un précédent historique.

En 1939, le secrétaire d'Etat Cordell Hull conseillait au président Franklin Roosevelt de renvoyer le MS St-Louis, un navire allemand qui contenait à son bord près de 900 réfugiés européens juifs qui tentaient de fuir l'Allemagne nazie. Lorsque le gouvernement cubain empêcha les réfugiés de débarquer à La Havane, Hull affirma que les États-Unis ne pouvaient pas permettre aux réfugiés d'accoster aux îles vierges américaines en raison d'un détail technique selon lequel le gouvernement ne pourrait délivrer de visas aux réfugiés, ceux-ci n'ayant pas d'adresse permanente où ils pourraient retourner. Seuls 29 passagers – ceux qui avaient des documents d'immigration valides – purent débarquer à Cuba. Lorsque le navire s'approcha des États-Unis, l'administration Roosevelt le renvoya à nouveau. Le navire et les réfugiés retournèrent en Europe et 254 passagers périrent dans l'Holocauste, la plupart à Auschwitz et Sobibór.

Eric London

OTAN

Hausse des budgets militaires et envoi de milliers de soldats en Afghanistan

La réunion des ministres de la défense de l'Otan s'est déroulée jeudi à Bruxelles au milieu d'un renforcement militaire massif.

Par Johannes Stern

« Ce sera la troisième année consécutive d'une accélération des investissements de défense de la part des alliés européens et du Canada », a déclaré lors d'une conférence de presse le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Au total, les dépenses ont augmenté depuis 2015 de près de 46 milliards de dollars.

Selon Stoltenberg, les chiffres montrent que les membres de l'OTAN étaient en bonne voie pour respecter l'engagement qu'ils avaient pris en 2014 d'augmenter dans les dix ans les dépenses de défense à 2% du PIB en valeur réelle. « En 2017, 25 alliés augmenteront les dépenses de défense en valeur réelle. Cette année, nous nous attendons à ce que la Roumanie dépense 2% du PIB pour la défense, rejoignant les cinq pays qui ont déjà atteint ce seuil et, l'année prochaine, la Lettonie et la Lituanie se joindront à eux en dépensant 2% ou plus pour la défense », a déclaré Stoltenberg.

La ministre allemande de la défense, Ursula von der Leyen (CDU), avait manifesté la veille, lors d'une réunion à Garmisch-Partenkirchen avec son homologue américain James Mad Dog Mattis, la volonté de l'Allemagne d'atteindre la cible de 2%. L'Allemagne est disposée à « renforcer » ses forces « et à démontrer sa fiabilité », a déclaré la ministre de la défense.

Ce ne sont pas là des paroles creuses. Le même jour, le gouvernement allemand soumettait un projet budgétaire qui prévoyait pour 2018 une augmentation de 1,6 milliard d'euros du budget militaire pour atteindre quelque 38,5 milliards d'euros. Les dépenses de la défense passeront à 42,4 milliards d'euros d'ici 2021. La progression totale du nouveau plan financier s'élève à environ 9 milliards d'euros. Cela « continuerait à inverser la tendance en matière de personnel et d'équipement de l'armée. »

Les hausses importantes des dépenses militaires permettent aux pays de l'OTAN d'étendre leur politique belliqueuse agressive. Stoltenberg a annoncé que l'alliance rehausserait sa présence de troupes en Afghanistan, répondant ainsi aux exigences de ses planificateurs militaires. 15 États ont déjà annoncé des contributions plus élevées et d'autres suivraient, a-t-il ajouté. Le but, a-t-il dit, est de permettre aux forces de sécurité afghanes « de sortir de l'impasse et de progresser sur le champ de bataille. » Il existe « un lien étroit entre les développements sur le champ de bataille et la possibilité d'arriver à une solution politique. »

En outre, Stoltenberg a loué le renforcement de l'OTAN en Europe de l'est, ce qui accroît le danger d'un conflit militaire avec la Russie qui est une puissance nucléaire. En Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, les soldats de l'OTAN sont « pleinement opérationnels » et les quartiers généraux multinationaux en Pologne et en Roumanie ont été « activés ». Ceci envoie « un message ferme à n'importe quel agresseur. »

L'ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, Alexander Grushko, a condamné le réarmement de l'OTAN et a mis en garde contre une nouvelle course à l'armement. Il a déclaré dans un entretien accordé au journal Die Welt : « Les dépenses de défense des seuls Européens sont quatre fois plus élevées que le budget de la Russie. » Il y a « une tendance très dangereuse vers la militarisation des relations internationales. » Cela pourrait « conduire à une nouvelle course aux armements. »

Grushko a vivement critiqué le stationnement des troupes de l'OTAN en Europe de l'Est en annonçant des contre-mesures. « Avec ces étapes militaires et le renforcement de son flanc oriental, l'OTAN est en train de créer un nouvel environnement sécuritaire que nous ne pouvons ignorer et auquel nous répondrons par nos propres forces militaires. »

Les remarques faites par Grushko soulignent que le gouvernement du président Vladimir Poutine n'a pas de réponse progressiste à l'offensive de l'OTAN. Il défend les intérêts d'une oligarchie capitaliste qui s'est enrichie par le pillage de la propriété publique après la dissolution de l'Union soviétique par la bureaucratie stalinienne. Le gouvernement russe réagit à l'agression impérialiste par ses propres contre-mesures militaires, accroissant ainsi le risque de guerre.

Le régime à Moscou s'oppose à toute démarche pour unir la classe ouvrière en Europe et dans le monde contre les fauteurs de guerre impérialistes. Au lieu de cela, il quémande un arrangement avec les puissances impérialistes. « Nous avons clairement déclaré être prêts à coopérer avec ceux qui souhaitent contribuer à notre lutte conjointe contre le terrorisme », a dit M. Grushko. L'élimination de l'EI en Syrie et en Irak étant finalement un « objectif commun. »

L'objectif réel des puissances impérialistes n'est pas de vaincre l'EI, mais de renverser le régime de Bachar al-Assad et d'établir un régime fantoche à Damas. Leur intervention militaire en Syrie et en Irak fait en outre partie d'une lutte beaucoup plus large pour un nouveau partage du Moyen-Orient riche en matières premières, et du monde entier ; ce qui intensifie également les conflits entre ces puissances.

Stoltenberg a indiqué que les puissances européennes ne procédaient pas à un réarmement en réaction aux exigences des États-Unis, mais poursuivaient de plus en plus leurs propres intérêts économiques et géostratégiques. « Je salue l'attention soutenue apportée par le président Trump aux



dépenses de défense et à la répartition des charges », a déclaré Stoltenberg. Mais, il ne s'agit pas simplement de « rendre un service aux États-Unis ». Au lieu de cela, ces efforts sont liés aux intérêts des partenaires de l'alliance, a poursuivi Stoltenberg.

C'est notamment l'Allemagne qui s'efforce en amont du sommet du G-20 de promouvoir ces « intérêts » particuliers et ce de plus en plus souvent à l'encontre des États-Unis. La déclaration gouvernementale faite hier au parlement par la chancelière allemande Angela Merkel (CDU) a été une attaque à peine voilée contre les États-Unis, qui fut présentée par les médias comme étant une « charge frontale contre Donald Trump ».

« Ceux qui croient que l'isolationnisme et le protectionnisme sont la solution pour régler les problèmes du monde commettent une erreur énorme », a déclaré Merkel. « Depuis que les États-Unis ont pris la décision de se retirer de l'Accord de Paris sur le changement climatique, nous sommes plus déterminés que jamais à le faire réussir. » L'Accord de Paris est « irréversible » et « non négociable », et il faut « s'attendre à des discussions difficiles à Hambourg. Le désaccord est évident, et il serait faux de le dissimuler. »

Lors d'un discours prononcé après le sommet du G-7 depuis une tente à bière de Munich Merkel avait remis en question l'alliance avec les États-Unis sur laquelle la politique étrangère allemande d'après-guerre était fondée. « Les temps où nous pouvions entièrement compter les uns sur les autres sont quasi-révolus », avait-elle déclaré en en concluant : « Nous, les Européens, devons prendre en main notre propre destin » et « nous battre nous-même pour notre propre avenir ».

Dans la déclaration gouvernementale, elle s'est félicitée du renforcement militaire européen convenu lors du sommet de l'UE de la semaine dernière en insistant sur le fait que « l'Europe assume[r]ait davantage de responsabilités dans la lutte contre le terrorisme et en matière de politique sécuritaire et de défense commune en instaurant une coopération plus étroite. » L'Allemagne en premier lieu a « un intérêt particulier à ce que l'Europe reste unie à l'avenir ».

Le but de Berlin est de faire de l'UE une grande puissance sous direction allemande qui soit capable de faire progresser ses intérêts à l'encontre des États-Unis. « Nous devons rendre l'Europe plus forte », a dit dans son discours aux députés le député social-démocrate Thomas Oppermann. Une « conséquence de l'imprévisibilité de Donald Trump » est que « l'Europe doit se préoccuper davantage de sa propre sécurité. »

« Une union de défense européenne bien solide exige naturellement une armée allemande bien équipée », a déclaré Oppermann, avant de dénoncer par la droite le ministère de la défense qui est dirigé par le CDU. « Les ministres de la défense de ces douze dernières années ont permis que l'armée soit utilisée comme une carrière pour consolider le budget. Ils ont fait adopter dans la précipitation la réforme de l'armée et la suspension du service militaire sans disposer d'aucun plan. Jusqu'à ce jour, nos forces armées sont en proie à un manque de personnel et à un matériel insuffisant. » Son parti « veillera à ce que cela change lors de la prochaine législature. »

En coopération avec le parti Die Linke (La Gauche) et les Verts, le SPD joue un rôle crucial dans la transformation de l'opposition largement répandue contre Trump en soutien à l'impérialisme allemand sous le signe de la « paix » et de la « protection du climat ». Le président américain est en train de fracturer « l'Occident » sur « une question existentielle » a déclaré Oppermann sous les applaudissements de Die Linke et des Verts. Et donc, il est « nécessaire de nous positionner clairement contre Donald Trump. Nous espérons clairement, Mme Merkel, que vous forgerez à Hambourg une alliance de 19 contre 1 en faveur de la protection du climat. »

Johannes Stern

Pourquoi faut-il renverser le gouvernement du Venezuela?

Par Bruno Sgarzini

■ Alors que l'ONU vient de condamner les attaques aériennes perpétrées par un commando d'extrême droite contre le Tribunal Suprême de Justice et le Ministère de l'Intérieur du Venezuela – attentats terroristes occultés par les médias français - (1), l'ambassadrice états-unienne auprès des Nations Unies Nikki Haley s'est refusée à le faire : « Nous devons maintenir la pression sur Maduro, il y a des signes qui indiquent que maintenant, il va commencer à utiliser son pouvoir militaire et des armes et ce que nous voyons à la télévision (sic) est en réalité bien pire. C'est une situation terrible, c'est pourquoi nous devons exercer sur Maduro autant de pression que nous pourrions ». - (2) Le 15 juin 2017, lors d'une conférence sur « Prospérité et Sécurité en Amérique Centrale » organisée conjointement par le Département d'État (US), le Département de la Sécurité intérieure (US) et le Mexique, le Vice-président américain Mike Pence s'adressait à un parterre de dirigeants d'Amérique Centrale : « Il suffit de regarder le Venezuela pour voir ce qui se produit lorsque la démocratie est compromise. Cette nation, autrefois riche, s'effondre dans l'autoritarisme qui a causé des souffrances incalculables au peuple vénézuélien, et son basculement dans la pauvreté. Nous devons tous élever notre voix pour condamner les abus de pouvoir et les pratiques du gouvernement envers son propre peuple, et nous devons le faire maintenant. » - (3) Pour comprendre en profondeur ce qui sous-tend la guerre économique, les manœuvres militaires régionales (Brésil, Colombie) ainsi que les intenses pressions médiatiques et diplomatiques des États-Unis pour neutraliser l'opinion internationale autour du théâtre d'opérations vénézuélien, il faut d'abord rappeler que l'Administration Trump, loin d'avoir engagé une nouvelle politique extérieure, a maintenu les grandes lignes de la stratégie conçue par l'idéologie néoconservatrice qui contrôle aujourd'hui la plupart des décisions prises par son gouvernement ainsi que les actions soutenues par le Congrès des États-Unis. L'urgence de faire tomber le chavisme est difficilement compréhensible si l'on ne prend pas en considération les idées avancées par les principaux think tank, tant au niveau international que régional.

Comment s'inscrit la stigmatisation du Venezuela dans la feuille de route globale ?

À la mi-2016, Le Centre pour une Nouvelle Sécurité Américaine (CNAS) présenta un document intitulé « L'expansion du pouvoir américain » contenant une série de recommandations destinées à générer un consensus dans la classe politique états-unienne visant à « garantir la survie du système international favorable aux USA ». Pour ce faire, le think tank bipartite préconise des réformes économiques sur le plan intérieur, comme, par exemple, une restructuration de la dette et une réforme fiscale destinée à renforcer les bases du système états-unien dans l'objectif d'augmenter les dépenses militaires, économiques et diplomatiques qui lui permettront de s'étendre en Asie, en Europe et au Moyen Orient, trois régions-clés pour une mondialisation durable. C'est ainsi que les USA « pourraient dissuader par la voie diplomatique et militaire des puissances telles que la Chine et la Russie de remettre en question l'ordre international libéral actuel afin d'éviter un conflit militaire à l'échelle mondiale (sic) ». C'est également sur la base de telles propositions que ce think tank projette de militariser les Mers du Sud de la Chine et propose une réforme de l'OTAN pour renforcer son déploiement le long des frontières de l'Europe avec la Russie.

En quoi cela concerne-t-il le Venezuela ?

L'objectif poursuivi est de déplacer le conflit en cours au Venezuela sur un terrain « à somme nulle ». Tout le monde sait que le Venezuela constitue la principale source de ressources pétrolières dans le monde et possède un large éventail de réserves aquifères, de gaz et de minéraux stratégiques au profit de l'industrie technologique, spatiale et militaire d'un système qui prétend imposer sa domination sur d'autres parties de la planète. C'est pourquoi sécuriser ce territoire, source d'approvisionnement peu coûteuse, est certainement une stratégie payante pour un plan d'expansion hégémonique que l'on cherche à imposer au monde.

Un extrait du rapport du Centre pour une nouvelle sécurité américaine dit très clairement qu'il est de première importance pour les USA d'obtenir certains avantages sur les marchés énergétiques qui contribueront à étendre leur pouvoir à un niveau mondial. Ce qui équivaut pour le Venezuela à régresser à son statut antérieur qui permettait aux descendantes de la Standard Oil (Exxon, Chevron, Conoco Phillips...) de contrôler directement et indirectement l'industrie pétrolière du Venezuela en leur fournissant justement ces mêmes avantages stratégiques. Il est amplement reconnu aujourd'hui qu'au moins 24 transnationales pétrolières ayant passé des accords avec PDVSA et l'État vénézuélien et fonctionnant selon un régime d'exploitation mixte existent aujourd'hui dans ce pays.

Cela permet de comprendre que des multinationales comme Exxon, Mobil et Chevron financent les sanctions contre le Venezuela, allant même jusqu'à contrôler le Département d'État US, et qu'elles entretiennent des relations très particulières avec l'argent des think tank qui fomentent des actions contre le pays. Citons parmi de nombreux exemples la récente proposition du Conseil des Relations Extérieures soumise au Congrès US visant à renforcer le blocus étranger par l'intermédiaire de l'OEA, et la visite de Luis Almagro à l'Institut Américain des Entreprises quelques jours avant la présentation de sa demande d'application de la charte démocratique contre le Venezuela. Toutes ces initiatives ont le même but et comptent sur l'appui explicite d'autres think tank comme le Conseil des Amériques et celui de l'Atlantique, tous deux constitués de compagnies particulièrement intéressées par les ressources naturelles du pays qu'elles veulent exploiter en dehors de toute médiation de l'État vénézuélien.

Qu'en est-il de l'équation régionale ?

Le Venezuela est considéré comme le pays-clé garantissant que l'Amérique Latine continuera à être une source d'approvisionnement en ressources naturelles et en main d'œuvre à bas prix, toujours selon l'optique de la stratégie globale mentionnée plus haut, après les changements de gouvernements favorables à cette politique en Argentine et au Brésil. C'est à cette fin que le Conseil de l'Atlantique a présenté un projet proposant que le Mercosur et l'Alliance du Pacifique s'unissent dans une zone de libre échange commercial qui permettra à la région d'intégrer une méga plate-forme commerciale avec les USA et l'Europe afin de pénétrer avec plus de force le marché asiatique. Cette initiative est en plein processus de mise en œuvre après les discussions entre les deux organismes régionaux antérieures à la suspension du Venezuela du Mercosur, qui constitue une violation flagrante de la législation internationale de cette ligue commerciale. Il est certain qu'en se débarrassant du Venezuela, le principal obstacle pour réaliser ce plan régional serait levé conformément à la stratégie globale promue par ces think tank.

D'où le niveau d'intensité de la pression exercée sur le Venezuela afin d'en finir avec sa « mauvaise influence » sur la région (par exemple en luttant contre l'existence du programme PetroCaribe par lequel le Venezuela fournit du pétrole bon marché aux pays des Caraïbes) et en cherchant à déplacer le conflit politique actuel sur un terrain « à somme nulle » sur lequel toute tentative d'arriver à un consensus politique national qui ne serait pas sous tutelle étrangère et laisserait les Vénézuéliens résoudre la crise, sera sabotée depuis l'extérieur. Ceci en application des mesures dont discutaient déjà les ambassades US en Amérique latine vers 2007 pour en finir avec l'héritage négatif de Hugo Chavez.

Bruno Sgarzini

Liberia

Le "salaire de la peau" des mannequins publicitaires de rue

Immobile, peint de pied en cap aux couleurs d'une administration du Liberia, Emmanuel Howard brave la chaleur et les gaz d'échappement de la circulation. A Monrovia, des dizaines de jeunes hommes vendent un espace publicitaire encore sous-exploité: leur corps.



Contrairement à des capitales africaines plus modernes où prolifèrent écrans géants et panneaux électroniques, à Monrovia l'affichage publicitaire se résume pour l'essentiel à des tracts ou des posters placardés sur les murs. «Notre seul problème, c'est que rester au soleil pendant des

heures peut nous donner de la fièvre. C'est le seul risque», estime Emmanuel Howard, 25 ans, qui pose ainsi pendant des

séances de cinq heures pour 10 dollars américains la journée (8,70 euros). Si ce marketing de rue existe ailleurs dans le monde, sous des formes souvent plus élaborées, au Liberia son origine remonte aux chauffeurs des foules de supporters de football dans les années 1990, peinturlurés aux couleurs bleu blanc rouge du drapeau national, inspiré de celui des États-Unis.

Emmanuel Ben, 26 ans, est un enfant de ces années-là. Il a fondé en 2013 une société de peinture publicitaire, Emmanuel Creation, qui loue des mannequins pour 10 dollars de l'heure. Son entreprise, florissante, compte 35 employés.

«DHL, Total et l'administration fiscale libérienne font partie de mes clients», précise Emmanuel Ben. «Des écoles, des particuliers et de petites entreprises font également appel à nous pour leur publicité. Je fais aussi les mariages», dit-il.

La tradition de la peinture sur le corps, pour des rituels religieux ou communautaires, existe de longue date au Liberia, comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, mais généralement dans un cercle plus restreint que la voie publique.

La version publicitaire de cette activité happe en tout cas l'attention des passants.

Le patron d'Emmanuel Creation se félicite de cet impact. «En taxi, à pied dans la rue, il suffit de croiser un de mes gars pour recevoir le message», assure Emmanuel Ben. «Il est impossible de passer son chemin, on est obligé de s'arrêter un peu pour regarder.»

Il compte aussi sur le bouche à oreille, démultiplié par les nouvelles technologies pour faire sa propre publicité. «Quand les gens tombent sur mes statues, ils prennent une photo», souligne-il. «Et la première chose qu'ils font ensuite, c'est de la publier sur internet...»

AFP

Kenya

Les chauffeurs Uber vont faire des selfies pour la sécurité de leurs clients

■ L'entreprise américaine estime que cela renforcera la sécurité pour les passagers et leurs conducteurs. Un chauffeur Uber n'est pas un métier facile, quelque soit le pays où vous travaillez. Il faut gérer les ordres de l'application qui peut vous contraindre à traverser une mégapole à l'heure de pointe pour aller prendre un client pressé. Il faut aussi supporter des citadins mécontents qui déversent mille reproches sur vous comme on s'essuie les pieds sur un paillason.

Mais ces conditions de travail sont particulièrement dures au Kenya pour les petits soldats de l'armée Uber. En février 2016, l'agence de presse AP avait rapporté la multiplication des agressions de chauffeurs de taxis contre leurs homologues d'Uber, accusés de leur piquer leur travail. En février 2016, un chauffeur Uber avait ainsi vu son véhicule brûlé. D'un autre côté, un chauffeur kényan de l'entreprise américaine avait été accusé de viol sur une de ses clientes, qui avait raconté son histoire. Un incident pas isolé. Pour remédier à cette insécurité -autant pour les conducteurs que pour leurs passagers-, Uber a donc sorti une solution inattendue de son sac: demander aux chauffeurs de se prendre régulièrement en selfie avec leurs clients, comme le rapporte le site d'information Quartz. Si la photo du chauffeur ne correspond pas à celle de son profil, ce dernier est bloqué sur l'application. Un outil qui doit permettre d'éviter les usurpations d'identité.

«Uber dit que l'identification en temps réel aidera les chauffeurs à protéger leur compte. C'est aussi «une protection pour les passagers en ajoutant un niveau supplémentaire de fiabilité sur l'application pour assurer qu'il s'agit bien de la bonne personne derrière le volant», a affirmé l'entreprise dans un communiqué envoyé par e-mail», note le site Quartz. Uber tente depuis plusieurs mois de renforcer la sécurité de son application pour les utilisateurs dans les grands centres urbains où l'entreprise s'est implantée en Afrique, dont à Lagos et Nairobi. Ces deux villes ont par exemple été les premières où les utilisateurs de l'application ont pu payer leurs courses en cash.

Slate Afrique

Les diamants de sang désormais vendus sur Internet En Centrafrique, des trafiquants livrent même les pierres précieuses à domicile

Dans le film Blood Diamond, Leonardo Di Caprio, qui interprète un trafiquant de diamants achetés en zone de guerre, tente de passer la frontière de deux pays d'Afrique de l'Ouest en dissimulant les pierres précieuses sous la peau de chèvres. Une technique qui ne berne pas les gardes-frontières qui l'ont à l'œil.

Plus de dix ans après ce long-métrage qui avait choqué l'Amérique sur la provenance de certains diamants vendus dans les

joailleries de New York ou San Francisco, les revendeurs des «diamants de sang» ont fait évoluer leurs méthodes. Comme le raconte l'ONG Global Witness, spécialisée dans la lutte contre le pillage des ressources naturelles des pays en développement, dans une longue enquête parue le 22 juin, les vendeurs de pierres précieuses utilisent désormais les réseaux sociaux pour écouler leur marchandise. Comme cela est instauré dans d'autres zones de guerre, un embargo interdit en effet aux étrangers l'achat de diamant en Centrafrique. Ce pays déchiré par la guerre civile de septembre 2013 à août 2014, est aujourd'hui secoué par des violences inter-ethniques qui maintiennent le pays dans un état très précaire. En septembre 2015, l'ONG Amnesty International publiait un rapport sur le commerce des diamants de sang qui touchait le pays et profitait à des groupes armés. Cela malgré la mise en place d'un embargo international sur les pierres précieuses centrafricaines en vigueur depuis mai 2013 et signé par les pays membres du processus de Kimberley.

La contrebande de diamants en Centrafrique était déjà importante avant le conflit actuel, mais de nombreux experts s'accordent à dire que les quantités de dia-

manets vendus illégalement ont augmenté depuis», analysait à l'époque Amnesty International.

L'ONG Global Witness a, elle, pu s'entretenir avec des revendeurs de diamants en se branchant directement sur les réseaux sociaux. «Facebook, Messenger, WhatsApp, les outils de l'économie numérique aident aussi les revendeurs et intermédiaires à franchir le premier obstacle pour être capable d'intégrer la chaîne de distribution mondiale pour vendre leurs diamants sur le marché international», note Global Witness.

«Les trafiquants vont chercher les diamants dans les zones tenues par les rebelles car c'est toujours moins cher. Donc nous leur apportons ce qu'ils veulent. Souvent il y a un chef rebelle local qui accueille les revendeurs. Ils achètent, achètent, achètent», explique à l'ONG un trafiquant. Il existe une alternative pour se procurer des diamants. «Si tu veux commander des diamants, nous envoyons des gens sur des motos pour aller chercher les pierres précieuses puis vous les apporter au Cameroun par exemple», ajoute le revendeur interrogé. Presque une livraison à domicile comme une autre, sauf qu'il s'agit de blood diamonds.

Indonésie

Un hélicoptère de secours s'écrase, ses huit occupants tués

■ Huit personnes à bord d'un hélicoptère de l'agence indonésienne de recherches et de secours sont mortes dans le crash de l'appareil en route vers un volcan actif sur l'île de Java, a indiqué hier, un responsable local. L'hélicoptère, qui transportait quatre secouristes de l'agence et quatre membres de la marine indonésienne, a percuté dimanche une falaise à Temanggung, dans le centre de Java. Les huit corps ont été retirés du site de l'accident et identifiés, a précisé le directeur de l'agence, Muhammad Syaugi. L'appareil effectuait une mission dans cette région, après une éruption volcanique dimanche après-midi sur le plateau de Dieng, constitué d'une caldeira. Cinq personnes ont été légèrement blessées par des projections de lave, de fumée et de boue jusqu'à 50 mètres de hauteur, provenant de l'un des cinq cratères du volcan, selon la même source. L'agence avait rapidement déployé du personnel pour sécuriser cette zone touristique populaire. Les accidents d'aéronefs sont fréquents en Indonésie, archipel d'Asie du Sud-Est. En novembre dernier, un hélicoptère de l'armée s'était écrasé dans la partie indonésienne de Bornéo, faisant trois morts. Quatre mois plus tôt, trois personnes avaient été tués lorsqu'un hélicoptère avait percuté une maison sur l'île de Java.

Madrid

Mourad Djaâfri et Hakim Salhi séduisent le public

Les chanteurs Mourad Djaâfri (chaâbi) et Hakim Salhi (raï et sahraoui) ont réussi à séduire leur public constitué en majorité des membres de la communauté algérienne installée en Espagne lors d'un concert organisé à l'occasion de la commémoration du 55^{ème} anniversaire de la Fête de l'indépendance nationale.



Organisé par l'ambassade d'Algérie en Espagne en avance pour permettre à un grand nombre d'Algériens et d'Algériennes d'assister à cette commémoration, le concert musical animé par les deux stars de la musique chaâbi et raï a permis, le temps d'une soirée, aux nom-

breux présents de se replonger dans l'ambiance festive algérienne et de se remémorer cet événement historique qu'est l'indépendance chèrement acquise par le peuple algérien.

Mourad Djaâfri se produisant en premier sur scène et accueilli par des youyous qui fusaient dans une salle comble, a réussi à

enflammer le public en interprétant des chansons célèbres du chaâbi algérois (*Goulou ya ness, leyyam*) et d'autres puisées du terroir musical national. Augmentant progressivement le rythme, les hommes et les femmes dont certaines en costumes traditionnels algériens ainsi que des jeunes n'ont pas

résisté à danser sur ces musiques qui leur rappellent tant de souvenirs et d'occasions vécues au pays. Grâce à sa grande présence sur scène et sa voix mélodieuse, Mourad Djaâfri, qui se produit pour la première fois en Espagne, a donné le meilleur de lui-même afin de faire plaisir à ce public d'algériens vivant à l'étran-

ger.

Lui succédant et comme à son accoutumée, Hakim Salhi a fait une entrée fracassante avec sa musique rythmée qui a incité les présents à se déhancher. Interprétant également certaines chansons connues à l'instar de (*Yamina, ana Kais wantia Leila*) et bien d'autres tubes qui ont fait le succès de cet artiste talentueux, Hakim Salhi a, dès le départ conquis les cœurs du public algérien de Madrid, tout heureux de retrouver, le temps de cette soirée, une ambiance festive nationale.

De nombreux Algériens et Algériennes ont exprimé leur joie de se retrouver entre eux et de revivre un événement qui constitue un repère et un rappel de la grandeur de l'histoire du pays, notamment de sa guerre de Libération nationale et des hommes et des femmes qui sont tombés au champ d'honneur pour que l'Algérie vive libre et indépendante.

La soirée musicale a été marquée par la présence de l'ambassadeur d'Algérie en Espagne, Mme Taous Ferroukhi, et la représentante du front Polisario en Espagne, Khira Bulahi ainsi que de nombreux invités.

H. Y.

Semaine maghrébine du tourisme et de l'artisanat

Une soixantaine d'exposants y participent

Une soixantaine d'exposants ont pris part, avant-hier, à Bejaia, à l'ouverture de la semaine maghrébine du tourisme et de l'artisanat.

Les participants, issus de 18 wilayas auxquels se sont associés des représentants de Tunisie et de Libye, y offrent une foule de produits alliant, bijoux, poterie, bois, céramique et vêtements, proposés autant à la vente qu'à la découverte, avec en filigrane, "susciter l'intérêt du public pour l'artisanat et l'authenticité maghrébine, et partant leur développement".

"Partout dans le monde, l'artisanat recule. Mais au Maghreb, elle l'est encore davantage. C'est pourquoi, il est impératif de conjuguer les efforts pour en préserver les métiers" relève

un représentant Tunisien, qui y voit en l'espace algérien, un débouché idoine pour les (efforts) matérialiser".

Un sentiment du reste partagé, par le président de l'association "lumières d'artistes", Abderahmane Bouaita, organisateur de l'événement, qui croit que "les métiers de l'artisanat se développent avec une forte dynamique dans le pays, lequel, a terme est capable de fédérer les énergies et les potentialités maghrébines". Parmi les exemples montrés à l'occasion, celui de la sculpture sur cuir reste le plus probant, en raison du peu de cas qui lui est consacré et de ses exigences rares.

L'un des exposants, en a profité ainsi pour reproduire sur cette matière, des figures de

scène rupestre de l'Ahaggar, assorties de surcroît, d'un support de texte, puisés directement d'un ouvrage d'une anthropologue nationale notoire et qui trace des milliers d'années d'histoire sur l'épopée civilisationnel berbère.

En fait l'exposition, déroulée autant dans les halls du théâtre qu'à l'extérieur, sous des chapiteaux, montés à même les trottoirs du boulevard Amirouche, offre une réelle opportunité, notamment pour les estivants et les touristes afin de découvrir tout un univers de métiers d'art méconnus et un motif supplémentaire pour chiner et acquérir des œuvres. La manifestation s'étalera jusqu'au 06 juillet prochain.

G. K.

Oran

Ouverture de la 4^{ème} Biennale méditerranéenne des arts modernes

La 4^{ème} édition de la Biennale méditerranéenne des arts modernes s'est ouverte, dimanche soir à Oran, avec la participation de 50 peintres algériens et étrangers.

Cette manifestation qui coïncide avec la célébration du 55^{ème} anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale se tient au Musée des arts modernes d'Oran (Mamo), situé au centre-ville d'Oran. Outre les peintres venus des différentes régions du pays, 20 autres artistes représentant la Tunisie, l'Espagne, la France, la Suisse, la Turquie et

les Etats-Unis, a souligné le commissaire de la biennale, le plasticien Toufik Ali Chaouche.

Cette édition, placée sous le patronage du ministère de la Culture et de la wilaya, est organisée par l'association Civ-oeil d'Oran. Des œuvres d'artistes n'ayant pas pu se déplacer à Oran sont également exposées dans le cadre de cette biennale. Il s'agit d'artistes de Syrie, d'Egypte, du Liban, du Maroc, de la Grèce, d'Italie et de la Thaïlande, a précisé Toufik Ali Chaouche.

Trois artistes algériens partici-

pent en qualité d'invités d'honneur. Il s'agit de Zineb Sedira, venue de Londres, de Mustapha Nedjaï d'Alger et de Mustapha Ghedjati de Sétif.

Cette édition qui se poursuivra jusqu'au 31 juillet permet aux participants d'aller à la rencontre du public et vise à encourager les échanges d'informations et d'expériences entre les professionnels de l'art moderne.

Les œuvres exposées comportent des peintures, des aquarelles, des sculptures, des montages artistiques, des photographies, des productions vidéo et

des travaux de design, traitant toutes du thème «Exil et exode», retenu comme slogan de cette édition.

Le commissaire de la biennale a expliqué que le thème retenu est d'une actualité brûlante, car lié aux guerres, conflits, catastrophes naturelles et autres raisons qui poussent les hommes à des migrations collectives parfois au prix de leur vie. Parallèlement avec l'exposition, des conférences sont programmées par des spécialistes traitant de disciplines d'art contemporain.

H. L.

Naâma Première édition des Journées de poésie populaire de Mecheria

La première édition des Journées de poésie populaire de la ville de Mecheria (Naâma) aura lieu aujourd'hui et demain, avec la participation de 20 poètes, a-t-on appris des organisateurs. Cette manifestation culturelle est organisée par l'association Les amis de Mécheria en collaboration avec la Maison de la culture Ahmed Chami de Naâma à l'occasion du 55^{ème} anniversaire du recouvrement de l'indépendance nationale et la Fête nationale de la jeunesse. Elle verra la participation des poètes de la wilaya et d'autres régions de l'ouest et du sud du pays. Au programme de ce rendez-vous culturel, des récitals poétiques ainsi que des soirées de chants berbère, a souligné le chef du comité d'organisation, Medjdoub Laid Kafa. Une soirée artistique est prévue le 5 juillet, avec, en ouverture de cette manifestation placée sous le slogan «La vie s'invite en vers», un défilé de troupes folkloriques locales et de cavaliers.

Les participants bénéficieront d'une visite touristique des sites archéologiques de la wilaya

R. T.

PAROLES DE FEMMES

«Lorsqu'on perd le contrôle de soi, on perd sa liberté.»

Marie von Ebner-Eschenbach



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Tout ce qui augmente la liberté augmente la responsabilité.»

Victor Hugo

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Bella Hadid va-t-elle arrêter le mannequinat pour le cinéma ?

Bella Hadid a défilé pour les plus grandes maisons de coutures, et semble vouloir se tourner vers autre chose. Dans une interview accordée au magazine *InStyle*, le jeune mannequin a avoué qu'elle aimerait se lancer dans... le cinéma !

Elle explique son choix et avoue qu'elle aimerait surtout montrer une autre facette de sa personnalité : «Les gens pensent que je ne souris jamais et que je suis super-froide. Avec le cinéma on peut vraiment montrer qui on est». Mais la route va être longue pour la jeune femme qui va devoir travailler sur elle-même : «Ce serait vraiment cool (si je pouvais en être une, Ndlr) mais je dois d'abord me débarrasser de mon trouble du déficit de l'attention». Les seuls faits d'arme de Bella Hadid dans le cinéma sont pour le moment une apparition dans le clip de son ex The Weeknd. Elle est aussi plusieurs fois apparue à la télévision dans la télé-réalité *The Real Housewives of Beverly Hills*. Mais ne compte pas réitérer l'expérience : «Je ne suis pas vraiment une fan des ragots et des drames, mais certaines séquences sont vraiment drôles. Les femmes sont toutes super-mignonnes dans l'émission. Mais je ne pense pas que je pourrais participer à une émission de télé-réalité. Pour le moment je vais m'en tenir au mannequinat».



SANTÉ

Et si l'on pensait nos dents autrement ?

Vous êtes persuadé(e) qu'une bonne santé bucco-dentaire se réduit à un brossage régulier, que les caries sont uniquement dues au sucre et qu'arracher une dent est finalement anodin ? Et si nous pensions nos dents différemment ? C'est la démarche de la dentisterie holistique qui avance que nos dents, notre corps et notre esprit interagissent en permanence. Le but de cette nouvelle approche : mieux se connaître pour mieux se soigner.

Une éruption cutanée ? Un trop-plein d'émotions sans doute... Mal au dos ? Le stress des derniers mois, c'est certain. Nos cheveux tombent ? Là encore, les interprétations psychosomatiques ne manquent pas. Nous savons qu'à travers notre corps et ses petites défaillances, c'est souvent notre psyché qui parle. Mais nos dents ? A part le brossage deux fois par jour et la visite annuelle chez le dentiste, quelle importance leur accordons-nous ? Et en cas de problème, avons-nous déjà cherché un peu plus loin que la carie ou l'abcès que notre praticien nous a diagnostiqué ? Non, la plupart du temps, nous nous contentons d'avaler fissa des médicaments pour calmer la douleur et de nous ruer chez le dentiste.

Pourtant depuis quelques années, se développe une approche alternative de la dentisterie, dite holistique, qui entend bousculer notre manière de les soigner. Selon elle, nos dents ne sont pas de simples excroissances, presque inertes, comme coupées de notre corps, mais au contraire de véritables capteurs, très sensibles, qui nous renseigneraient

aussi bien sur certains dysfonctionnements physiologiques que sur nos états d'âme.

Une symbolique forte

Aussi surprenante qu'elle soit, cette approche n'est pas forcément nouvelle. Car à y regarder de plus près, les dents ont depuis toujours une symbolique très forte. Nos rêves, en particulier, nous montrent l'importance que nous leur accordons, parfois sans nous en rendre compte. Un rêve de dents qui tombent ? Prémonitoire ou pas, la plupart des interprétations y verront le signe d'un décès, d'une maladie ou d'une grande perte. Et que dire de ces expressions qui leur font ouvertement référence : «avoir les dents longues» ou

«avoir les dents du bonheur» ? Toutes évoquent un trait de caractère ou une signification particulière. Presque des pouvoirs. On raconte même, il y a bien plus longtemps encore, qu'Aristote les étudiait pour prédire la longévité de ses interlocuteurs... De là à croire que notre histoire se lit dans notre sourire, il n'y a qu'un pas.

Les avancées de l'approche énergétique

Des croyances surannées ? Un discours ésotérique ? Peut-être. Mais elle permet de prendre un peu de recul face aux soins qui nous sont proposés en cabinet. Un «plombage», une dent à arracher, un appareil pour cor-

riger l'implantation des dents de nos ados... Ces gestes devenus ordinaires sont-ils vraiment anodins ? Pour la dentisterie énergétique, il existe au-delà des causes physiques de certains problèmes dentaires, des liens forts entre notre dentition et le reste de notre corps. Impossible alors de soigner complètement l'un sans prendre en compte l'autre. La solution à un problème dentaire se trouve peut-être à l'extérieur du cabinet dentaire. Et inversement, des problèmes physiques inexplicables – comme des migraines régulières ou des douleurs articulaires – peuvent trouver leurs racines dans une dent. Parfois même dans tout petit déplacement dentaire.

BIEN-ÊTRE

LES PERSONNES LENTES RISQUENT DE MOURIR PLUS JEUNES

Un temps de réaction lent ou variable pourrait être un moyen de déterminer son espérance de vie, d'après les recherches d'une équipe britannique. Les personnes le plus lentes augmenteraient de 25% les risques de mourir jeune par rapport aux personnes plus rapides. Chez les animaux, un manque de réactivité augmente les risques de mort précoce. Selon une étude menée par des chercheurs britannique de l'University college London et de l'université d'Edinburgh, la lenteur chez les hommes serait également synonyme d'une vie courte. Dans la revue scientifique *PlosOne*, les scientifiques expliquent avoir soumis 5.134 personnes, âgées de 20 à

59 ans, à un test de réactivité très simple. Les participants à l'étude devaient presser un bouton lorsqu'une image apparaissait sur leur ordinateur, à cinquante reprises, sans avoir été entraînés. En évitant tout choix, ce test ne pénalise ni les indécis, ni les incultes, selon les chercheurs.

UN SYSTÈME NERVEUX CENTRAL DÉTÉRIORÉ

Au bout de quinze années de suivi, 378 personnes faisant partie du groupe, soit 7,4%, sont décédés. Les auteurs de l'étude ont constaté que les personnes ayant répondu plus lentement au test de réactivité étaient

susceptibles de mourir plus jeunes (25% de risques en plus), tout comme celles qui ont eu un temps de réaction variable d'un test à l'autre (36%). «*Le statut socio-économique, l'hygiène de vie et les facteurs de risques cardiovasculaires avérés expliquent partiellement, mais pas complètement, ces associations*», indiquent les chercheurs.

Selon le docteur Gareth Hagger-Johnson, auteur principal de l'étude, le temps de réaction lent ou variable serait la manifestation d'un système nerveux central qui se dégrade aussi vite que le reste du corps. Un simple test de réactivité pourrait ainsi révéler son espérance de vie.



Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Football / Finale de la Coupe d'Algérie (ESS-CRB)

Le trophée séduit les Belouizdadis



Le trophée de la Coupe d'Algérie de football a été présenté dimanche aux supporters du CR Belouizdad, 24 heures après leurs homologues de l'Entente de Sétif, l'autre club finaliste de cette épreuve populaire, mercredi (16h30) au stade olympique du 5-Juillet (Alger). Une cérémonie protocolaire a été organisée à cette occasion, en présence du président de la commission d'organisation de la compétition, Ali Malek, et d'un public nombreux, venu de très loin pour certains, afin d'admirer « Dame Coupe » et prendre quelques photos-souvenir.

Le trophée a été exposé sous un chapiteau, dressé spécialement à cet effet au complexe sportif du Caroubier (Alger) et les fans du

Chabab ont pu s'immortaliser à ses côtés à partir de midi. Soit juste après la conférence de presse animée par le président du club Mohamed Bouhafs, en compagnie de l'entraîneur marocain Badou Zaki et du capitaine d'équipe, Tarek Cherfaoui.

Les plus privilégiés parmi les fans belouizdadis sont ceux qui ont rejoint le complexe du Caroubier très tôt dans la matinée, car non seulement ils n'ont raté aucun événement, mais ils étaient les premiers servis au moment de prendre les photos avec le trophée.

Les autres fans, qui sont arrivés après 9h30, ont buté quant à eux sur des mesures plus draconiennes devant la porte d'entrée et ont dû attendre plusieurs dizaines de minutes

avant de pouvoir se joindre à la fête.

Aux côtés du trophée, soigneusement entreposé sous un cube protecteur en verre, les organisateurs ont également exposé les jeux de maillots que porteront les joueurs du Chabab pendant cette finale, ainsi que le ballon qui sera utilisé. L'un des équipements était tout en rouge, alors que le second était tout en blanc.

Outre les actuels responsables belouizdadis, la cérémonie a été marquée par la présence d'anciens dirigeants, comme Belaïd Hechaïchi, Salah

Bouchareb et Mahdi Rabhi, qui se sont présentés à cet événement festif ayant réuni une bonne partie de la famille du Chabab.

Un grand engouement donc du côté du CRB qui compte déjà six Coupes d'Algérie à son palmarès et qui voudrait bien l'étoffer mercredi avec un septième trophée.

Les billets vendus depuis hier à Sétif et Alger

Les billets d'entrée pour la finale de la Coupe d'Algérie de football, ES Sétif-CR Belouizdad, prévue mercredi prochain (16h30) au stade du 5 juillet (Alger), seront vendus lundi à Sétif et Alger, a indiqué, dimanche, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

« En prévision de la finale ESS-CRB, mercredi prochain au stade du 5 juillet, et dans le but de faciliter l'achat des tickets d'entrée aux supporters des deux équipes, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a donné instruction à l'effet de décentraliser l'opération de vente prévue lundi à partir de 9h00 », souligne un communiqué du MJS.

« Ainsi, les supporters de l'ESS pourront acquérir leurs billets à partir des points suivants : l'OPOW de Sétif, salles omnisports d'El-Eulma, Aïn-Azel, Aïn-Oulmane, Bougaâ et Aïn-Kébira, alors que ceux du CRB pourront acheter leurs billets au stade du 20-Août-1955 », ajoute le texte.

A Sétif, cette opération de vente sera assurée par une équipe de l'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf en coordination avec les services de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya qui ont procédé à la désignation des points de vente, selon la même source.

Racim S.

Touggourt

Le stade de 10.000 places mis en service

Le nouveau stade de football de Touggourt, d'une capacité de 10.000 places, a été mis en service dimanche par le wali d'Ouargla, Abdelkader Djellaoui, dans le cadre des festivités du 5 juillet marquant le double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. Cette installation sportive, implantée au quartier El-Moustakbel et dotée d'une pelouse synthétique, a été réalisée pour un coût de 370 millions DA au titre du programme de développement des régions du Sud, selon sa fiche technique.

Elle renferme plusieurs structures et services, dont une tribune et un salon d'honneur, des gradins, une aile administrative, quatre

vestiaires, des douches pour les joueurs et les arbitres, des salles de sports et une infirmerie. Le nouveau stade, doté d'équipements modernes et répondant aux standards techniques requis, sera d'une « large contribution » à la promotion de l'activité sportive dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km Nord d'Ouargla), estiment les responsables de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya.

Il permettra de combler le déficit accusé localement en installations de football et d'abriter des rencontres officielles et non officielles des clubs de la région, ont-ils ajouté.

Le secteur de la jeunesse et des sports

dans la wilaya déléguée de Touggourt a également bénéficié d'un projet de stade de football de 5.000 places en cours de réalisation dans la commune de Témacine.

Le projet, pour lequel a été allouée une enveloppe de 319 millions DA au titre du programme complémentaire de la croissance économique, a été lancé en chantier en 2014 et enregistre des taux divers d'avancement de ses structures, oscillant entre 5 et 90%, selon les explications fournies à la délégation de wilaya. Ce stade comporte diverses structures, dont des salles de sports, six vestiaires, des douches, une cafétéria et une infirmerie.

L. M.

Championnat d'Afrique des échecs (individuel) Début des épreuves à Oran

Les épreuves du championnat d'Afrique individuel en dames et messieurs des échecs ont débuté dimanche après-midi à Oran.

La cérémonie d'ouverture a eu lieu en présence de membres de la

Confédération africaine des échecs et de la Fédération algérienne des échecs (FADE) et des autorités locales.

Cette manifestation sportive de 11 jours, organisée par la FADE et homologuée par la Confédération africaine des échecs, regroupe 45 échéphiles dont 18 dames représentant dix pays, à savoir l'Afrique du Sud, l'Angola, le Mozambique, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Zambie, le Zimbabwe, l'Egypte, la Tunisie et l'Algérie.

Cette compétition est dirigée par l'arbitre principal ougandais Stéphane Kisuze, assisté de quatre arbitres algériens.

Le programme prévoit le déroulement du 2 au 10 juillet des épreuves du jeu classique alors que les deux dernières journées seront consacrées au jeu semi-rapide et rapide.

A l'issue de ce championnat d'Afrique, le vainqueur et le deuxième au classement final en dames et messieurs dans la spécialité du jeu classique seront qualifiés à la coupe du monde des échecs, prévue fin septembre en Géorgie.

K. L.

Championnat d'Afrique (U20) Saut en longueur filles El Hadi Ould Ali remet les médailles aux trois vainqueurs

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a présidé, dimanche, à Tlemcen, la cérémonie de remise des médailles aux trois premiers de l'épreuve de saut en longueur féminin, remportée par l'algérienne Asmaa Baya Araïbia avec un saut de 6,02 m. à son deuxième essai.

Les médailles d'argent et de bronze de cette épreuve inscrite dans le cadre de la 13ème édition des championnats d'Afrique d'Athlétisme, sont revenues aux athlètes Zineb Ajalal du Maroc (5,68m) et Fatimata Zougrana du Burkina Faso (5,41 m).

M. El Hadi Ould Ali est arrivé à Tlemcen, où il doit présider la cérémonie de clôture de ces championnats, en début de soirée, rappelle-t-on.

R. S.

Aïn Defla/Tennis de table

Plus de 50 athlètes prennent part au championnat national scolaire

Plus de cinquante athlètes (filles et garçons) venus de 4 régions du pays prennent part au championnat national scolaire de tennis de table qui s'est ouvert dimanche à la salle omnisports Abdelkader Hamdoud de Aïn Defla, a-t-on constaté.

Organisée par la Ligue des sports scolaires de Aïn Defla en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), cette compétition de deux jours voit la participation d'équipes représentant les régions d'Alger, Sétif, Boumerdès et Aïn Defla.

Selon le vice-président de la ligue locale des sports scolaires, Sami Maâzouzi, ce championnat vise notamment à sélectionner les meilleurs éléments en vue de mettre sur pied une équipe nationale scolaire de tennis de table à même de représenter l'Algérie dans les compétitions internationales se rapportant à la discipline.

Qualifiant le niveau de la compétition de bon, le responsable de la commission technique du tournoi, Benmira Abderrezak a, pour sa part, fait état de rencontres particulière-

ment disputées, mettant en exergue la fraîcheur physique des athlètes en dépit de la chaleur régnante.

Observant que le niveau relevé est de bonne augure pour l'avenir de la discipline, le directeur technique national en sports individuels (jeux d'échecs, natation et tennis de table), Allam Rachid a, de son côté, émis le souhait de voir cette compétition couronnée par la découverte de talents avérés en tennis de table.

Toutes les conditions ont été réunies pour

la réussite de ce rendez-vous sportif, ont relevé à l'unisson l'ensemble des participants, se félicitant que l'endroit réservé à l'hébergement des délégations ne soit situé qu'à une centaine de mètres du lieu du déroulement de la compétition. La journée de dimanche a été consacrée aux matchs qualificatifs au moment où celle de lundi sera consacrée aux demi-finales et aux finales (minimes/cadets en filles et garçons), selon les organisateurs de la compétition.

O. N.

Royaume-Uni

Découverte d'un arsenal d'armes sous la Manche

Un arsenal d'armes destiné à être écouler au Royaume-Uni a été découvert dans le tunnel sous la Manche, a rapporté hier la police britannique qui a exprimé ses craintes que des armes destinées aux gangs criminels soient utilisées par des terroristes. Une grande quantité d'armes de poing destinées aux «criminels de Londres» a été saisie samedi, dans le tunnel sous la Manche aux frontières françaises, a affirmé Scotland Yard, qui relève l'augmentation «significative» des crimes par armes à feu dans la capitale britannique. Il s'agit de «79 armes de poing de 4 et 16 mm», et d'une quantité de munitions, selon la police qui précise que les armes de poing sont privilégiées par les criminels parce qu'elles sont facilement dissimulables. Les armes ont été découvertes dans des compartiments dissimulés d'une remorque attachée à une camionnette alors qu'elle se préparait à entrer dans le tunnel au terminal de Coquelles aux frontières françaises avec l'Angleterre, précise la même source. Sept ressortissants polonais ont été arrêtés, mais six dont quatre femmes âgées de 15, 17, 58 et 41, ont été relâchés sans accusations. Un autre ressortissant originaire de la République tchèque vivant au Royaume-Uni, comparaitra également devant la justice dans cette affaire. Une enquête conjointe a été lancée par l'Agence nationale de la criminalité (NCA) et l'unité de la criminalité organisée de Scotland Yard, avec des responsables de la Force frontalière française. La police britannique pense que les armes ont été introduites depuis l'Europe de l'Est où elles sont «peu coûteuses et facilement disponibles, pour être vendues aux bandes de crime organisé à Londres». Scotland Yard décrit la saisie comme «très significative» et «l'une des plus importantes» de son genre. Un chef de la section du crime organisé de la police métropolitaine de Londres, Michael Gallagher, a déclaré que les armes étaient «destinées aux rues de Londres, où elles auraient causé des dommages indescriptibles à la communauté». Les chiffres rapportés par la presse montrent une augmentation de 28% du nombre de crimes par armes à feu à Londres les 12 derniers mois par rapport à la même période précédente.

France

Un homme qui menaçait d'attaquer le président français le 14 juillet prochain, écroué

Un homme proche de l'idéologie d'extrême droite, qui menaçait de tuer le président français Emmanuel Macron lors du traditionnel défilé du 14 juillet à Paris, a été inculpé et écroué, a-t-on indiqué hier, de source judiciaire. Interpellé en banlieue parisienne le 28 juin, l'homme âgé de 23 ans qui avait déjà été condamné pour «apologie du terrorisme» et se décrit comme un «nationaliste», avait cherché à acquérir une arme à feu et a été inculpé pour «entreprise individuelle terroriste», selon la même source. L'homme a déclaré lors de sa garde à vue vouloir s'en prendre à des «musulmans, juifs, noirs», selon une source proche de l'enquête. Il a ensuite indiqué aux enquêteurs avoir envisagé de tuer le président de la République lors du défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées. Après les signalements de plusieurs internautes sur la plate-forme Pharos (qui permet de signaler des contenus ou des comportements illicites sur Internet), des policiers l'ont interpellé à son domicile. L'exploitation de l'ordinateur du jeune homme a révélé qu'«il avait effectué des recherches sur Internet concernant des cibles potentielles», a-t-on ajouté. Le jeune homme est connu de la justice: il avait été condamné en 2016 à trois ans de prison et mis à l'épreuve pour provocation à la haine raciale et apologie du terrorisme.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

L'ALGERIE VA PASSER DE 48 A 58 WILAYAS

ON VA DÉPASSÉ L'MARICANE YA KHO



Saison estivale

Deux noyés dans des plages interdites à la baignade



Deux personnes sont décédées par noyade et deux autres ont été portées disparues, selon un bilan des services de la Protection civile de la wilaya d'Alger pour le mois de juin. Deux personnes sont mortes par noyade dans une plage interdite à la baignade à Zéralda (Alger) le 29 juin dont un jeune de 17 ans et une petite fille âgée de 7 ans originaire de Blida, a déclaré à l'APS, le lieutenant Khalad Benkhelfallah, chargé de la Communication à la

Protection civile.

Outre ces deux décès, deux autres personnes sont portées disparues au niveau d'Azur Plage (plage interdite à la baignade), dont un jeune de 18 ans de Bouira et un autre âgé de 17 ans relavant d'Alger, ajoute le responsable.

La même source a indiqué que les éléments de la Protection civile avaient effectué depuis le début juin, 243 interventions dont 63 opérations de sauvetage de noyade, alors que le nombre des secourus sur place a

atteint 135 individus et 48 personnes transférées aux centres de santé, selon la même source.

M. Benkhelfallah a mis en garde contre la baignade dans les plages interdites à la baignade et non surveillées dans la wilaya d'Alger, affirmant que la baignade dans de telles plages était dangereuse.

Les estivants ont atteint, durant le mois de juin, 246 950 estivants au niveau des 67 plages permises à la baignade dans la wilaya d'Alger.

Malek S.

ACTU...

DGSN

Arrestation d'un usurpateur du titre d'avocat

La direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) a affirmé que l'arrestation du dénommé (A.M.), domicilié à Birkhadem (Alger) intervient sur ordre du procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Raïs et ce, pour outrage à un magistrat et à un avocat en plein exercice de leurs fonctions, et usurpation du titre d'avocat.

«Suite à la vidéo relayée sur les réseaux sociaux (Facebook) et montrant l'opération d'arrestation, par les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Alger, du dénommée A.M., la Dgsn précise que cet individu a été interpellé sur ordre du procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Raïs, pour outrage à un magistrat et un avocat en plein exercice de leurs fonctions, et pour usurpation du titre d'avocat», a souligné la Dgsn dans un communiqué.

Le communiqué précise que lors de son arrestation, le mis en cause «avait usé de violence physique et verbale envers les éléments de la police qui avaient décliné leur identité. Ce dernier a refusé de se soumettre à la procédure applicable en pareil cas, ce qui a poussé les éléments de la police à recourir à la force pour procéder à son arrestation».

«Le mis en cause a été mis en garde à vue en attendant sa présentation devant la juridiction territorialement compétente», indique la même source.

La Dgsn a appelé l'ensemble des citoyens et les utilisateurs des réseaux sociaux à «ne pas se laisser entraîner par les fausses informations à travers lesquelles leurs auteurs visent à semer le désordre et porter atteinte à l'ordre public».

Relizane

10 blessés suite à la collision de deux véhicules

Dix personnes ont été blessées, dimanche soir, dans un accident de circulation, survenu dans la localité de Sidi M'hamed Ben Ali, à 80 km au nord de Relizane, a-t-on appris des services de la protection civile.

Le drame s'est produit suite à la collision de deux véhicules de tourisme près du lieudit Douar Sidi Abdallah, relevant de la commune de Sidi M'hamed Ben Ali.

Les blessés ont été évacués à l'établissement public de santé Ahmed Benhadchi, où ils ont reçu des soins.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cet accident.

Une sérieuse provocation maritime dénoncée

La Chine conteste l'entrée d'un navire de guerre américain dans ses eaux

La Chine a fermement contesté l'entrée d'un destroyer lance-missiles américain dans ses eaux territoriales au large des îles Xisha, qualifiant ce geste d'"offense grave", a indiqué hier, Wu Qian, porte-parole du ministère chinois de la Défense nationale.

M. Wu a noté dans un communiqué que la Chine avait envoyé des navires militaires et des avions de combat pour avertir le bateau

américain. Plus tôt dimanche, le destroyer lance-missiles USS Stethem est entré sans autorisation dans les eaux territoriales chinoises, au large des îles Xisha.

"Les Etats-Unis ont porté gravement atteinte à la confiance stratégique réciproque et à l'atmosphère politique pour le développement des relations militaires mutuelles", a commenté le porte-parole.

Selon lui, "le pays a également menacé la sécurité des soldats en première ligne et porté gravement atteinte à la paix et à la stabilité régionales".

L'armée chinoise renforcera sa capacité de défense en fonction du niveau de menace de la sécurité nationale et sauvegardera fermement la souveraineté et la sécurité nationales, a affirmé M. Wu.